



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 DÉCEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 21st, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Rèlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Aboud Sales Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, tous deux avocats, Yvonne Bélanger et Yvette Lemieux, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'un comptoir postal en détail de marchandises sèches, textiles, tissus textiles, tissus et produits, et sans limiter en aucune manière la généralité du précédent, exercer le commerce d'un comptoir postal de marchandises en pièces, vêtements pour hommes, femmes et enfants, fournitures de maison, articles en cuir, chaussures, mercerie, chapeaux, négligés, gants, mitaines, bas, cravates, sous-vêtements, mouchoirs, nappes, tapis, rideaux et vêtements de toute description quelconque, sous le nom de "Aboud Sales Co.", avec un capital total de

Letters Patent

"Aboud Sales Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, both advocates, Yvonne Bélanger and Yvette Lemieux, secretaries, filles majeures, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a mail order business in retail, dry goods, textiles, textile materials, fabrics and products, and without restricting in any way the generality of the foregoing, to carry on a mail order business in piece goods, men's, women's and children's wear, household furnishings, leather goods, shoes, haberdashery, hats, dressing gowns, gloves, mitts, socks, ties, underwear, handkerchiefs, tablecloths, rugs, curtains and apparel of any description whatsoever, under the name of "Aboud Sales Co.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 2,000 preferred shares

\$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17019

L. DESILETS.

of the par value of \$10.00 each, and 2,000 common shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17019-o

Deputy Attorney General.

"A. Rozon Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire public, de la cité de Westmount, George L. Hale, officier d'une compagnie de fiducie, de la cité de Verdun, et Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Préparer, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement négocier et faire le commerce de farine de blé, gruau et avoine concassée, moulées hachées, son, aliments d'engrais et fourrages, moulées pour bestiaux et volailles, grain, graines de semence, foin, paille, animaux, charbon et bois, sous le nom de "A. Rozon Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17020

L. DESILETS.

"A. Rozon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1946, incorporating: Seymour Elkin, notary public, of the City of Westmount, George L. Hale, trust company officer, of the City of Verdun, and Ralph C. Tees, trust company officer, of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prepare, manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in and with wheat flour, oatmeal and rolled oats, chopped feeds, bran, shorts and middlings, stock and poultry feeds, grain, seeds, hay, straw, animals and animal products, coal and wood, under the name of "A. Rozon Limitée", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17020-o

Deputy Attorney General.

"Business Educations Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: William A. Dufour, manufacturier, Léo-J. Morin, agent, tous deux de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Conformément aux dispositions de la Loi des écoles professionnelles (statuts refondus de Québec 1941, chap. 64), exploiter et diriger des écoles et collèges donnant des cours sur tous sujets et matières susceptibles de donner de l'instruction;

Exploiter et diriger des écoles par correspondance, publier des livres, périodiques et autres imprimés; acheter, vendre et manufacturer des accessoires et appareils nécessaires et requis par des écoles et des étudiants pour tous cours d'instruction, sous le nom de "Business Educations Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions dont 100 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et la balance sera composée de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17021

L. DESILETS.

"Business Educations Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1946, incorporating: William A. Dufour, manufacturer, Leo-J. Morin, agent, both of the city of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Trade Schools' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 64), to operate and conduct schools and colleges giving courses in all subjects and matters susceptible of instruction;

To operate and conduct correspondence schools to publish books, periodicals and other printed matter; to buy, sell and manufacture equipment and apparatus necessary and required by schools and students for any courses of instruction, under the name of "Business Educations Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000.00, divided into 200 shares, of which 100 shall be preferred shares having a par value of \$100.00 each, and the balance shall be 100 common shares having a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17021-o

Deputy Attorney General.

"Cantin Sales Agencies Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Raymond-J. Cantin, John Cantin et Mark-J. Cantin, tous vendeurs, des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, outiller, monter, réparer, négocier et faire le commerce de moteurs, bouilloires, outillage d'usine d'énergie électrique, outillage hydraulique de toutes sortes, outillage électrique, minier et industriel, outils, instruments de toutes sortes, automobiles, camions et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres vaisseaux; et, en général, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication, l'exploitation et la réparation des biens ou d'aucun d'eux; construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, travailler et développer des travaux et commodités publiques et privés de toutes sortes et leurs accessoires dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Cantin Sales Agencies Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 67 rue St-Paul, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17022 L. DÉSILETS.

"Cantin Sales Agencies Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1946, incorporating: Raymond-J. Cantin, John Cantin and Mark-J. Cantin, all salesmen, of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds;

To manufacture, buy, sell, and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in, and deal with engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobiles, trucks, and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs, and other floating equipment; and generally to buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation, and repair of the said property, or any of same; to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop, public and private works and conveniences of all kinds, and the equipments thereof in all their branches, under the name of "Cantin Sales Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 67, St. Paul Street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17022-o Deputy Attorney General.

"Chester Homes & Playgrounds Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1946, constituant en corporation: J. Beaudoin Handfield, avocat, de ville Mont-Royal, William Hollister Wilson, avocat, de la cité de Montréal, et Jean Thibodeau, architecte, de ville Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, vendre et faire le commerce d'immeubles en général, soit comme mandats ou agents, et acquérir par achat, bail, échange ou autrement et avoir, détenir, posséder, vendre et faire le commerce de propriétés immobilières d'aucune sorte et description, et acquérir par achat, bail, échange ou autrement et bâtir, construire, améliorer et réparer des maisons, maisons d'appartements, magasins, entrepôts, moulins, manufactures et bâtisses et usines en général et tous les droits et privilèges s'y rapportant et les payer en argent, actions ou obligations de la compagnie ou d'aucune autre compagnie ou autrement, et les vendre, louer, disposer et négocier de quelque manière que ce soit et, à ces fins, agir comme entrepreneurs, constructeurs, manufacturiers et mécaniciens, sous le nom de "Chester Homes & Playgrounds Limited".

Le capital de la compagnie sera divisé en 150 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$36,000.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excédera pas vingt (20), cependant, s'il y a deux

"Chester Homes & Playgrounds Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1946, incorporating: J. Beaudoin Handfield, advocate, of the Town of Mount-Royal, William Hollister Wilson, advocate, of the city of Montreal, and Jean Thibodeau, architect, in the town of Mount-Royal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, sell and deal in real estate generally, either as principals or agents, and to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to own, hold, possess, sell and deal in immovable property of every kind and description, and to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and build, construct, improve and repair houses, apartment buildings, stores, warehouses, mills, factories and buildings and plants generally and with all rights and privileges in connection therewith and to pay for the same in cash, shares or bonds of the company or of any other company or otherwise, and to sell, lease, dispose of an deal in the same in any manner whatsoever, and for such purpose, to act as contractors, builders, manufacturers and mechanics, under the name of "Chester Homes & Playgrounds Limited".

The capital stock of the company will be divided into 150 common shares having no par value, and the amount with which the company will carry on its business is \$36,000.00.

The number of shareholders shall not exceed twenty (20) provided, however, that were two or

ou plusieurs personnes qui possèdent une ou plusieurs actions conjointement, ils seront considérés, aux fins des présentes, comme un seul actionnaire.

Le siège social de la compagnie sera à suite 1004, Édifice Métropole, 4^e est, rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17023 L. DÉSILETS.

more persons who own one or more shares jointly, they shall, for the purposes hereof be treated as a single shareholder.

The head office of the Company will be at Suite 1004, Metropole Building, 4 Notre-Dame Street East, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17023-o Deputy Attorney General.

"Commando Trading (Canada) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Robert Lafleur, C.R., avocat, Victor Desautels, agent, et Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter aucune et toutes sortes de produits alimentaires, marchandises en conserve, fruits et légumes en conserve et préparés, fruits en conserve ou séchés, fruits et légumes deshydratés et pressés, jus de fruits, liqueurs douces, parfumerie, savons, lingerie, bonneterie, habits et vêtements de toutes sortes, bibelots, de toutes sortes, comprenant la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, de la matière première dont ces produits ou articles peuvent être faits, sous le nom de "Commando Trading (Canada) Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17024 L. DÉSILETS.

"Commando Trading (Canada) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1946, incorporating: Robert Lafleur, K.C., advocate, Victor Desautels, agent, and Marcelle Flemand, stenographer, sister, all of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export any and all kinds of food products, canned goods, preserved fruit and prepared fruit and vegetables, preserved or dried fruit, dehydrated and pressed fruit and vegetables, fruit juices, soft drinks, perfumery, soap, lingerie, hosiery, clothing and wearing apparel of all kinds, notions of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail of the raw material of which any of such products or articles may be made; under the name of "Commando Trading (Canada) Limited", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 100 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17024-o Deputy Attorney General.

"Consolidated Sanitary Supplies Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Paul Barrette, teinturier, Robert Raoul Dougall, manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, et Josephat Roy, vendeur, de la cité de Ville St-Laurent, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Traiter, manufacturer et agir comme négociants de linges à essuyer, rebuts, chamois, éponges et toutes sortes d'accessoires sanitaires, sous le nom de "Consolidated Sanitary Supplies Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17025 L. DÉSILETS.

"Consolidated Sanitary Supplies Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1946, incorporating: Paul Barrette, dyer, Robert Raoul Dougall, manufacturer, both of the City of Montreal, and Josephat Roy, salesman, in the City of Ville St. Laurent, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To process, manufacture and be jobbers of wipers, waste, chamois, sponges and all kinds of sanitary supplies, under the name of "Consolidated Sanitary Supplies Company Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17025-o Deputy Attorney General.

"Gem Sportswear Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

"Gem Sportswear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: David Louis Silverstone, marchand, David Litner, Samuel Moskovitch, avocats, et Leah London, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, modifier, confectionner et, en général, faire le commerce en gros et en détail ou comme mandants, agents ou entrepreneurs de vêtements, habits, fournitures et accessoires de toute description pour hommes, femmes, jeunes gens et enfants;

Exercer le commerce de manufacturiers, entrepreneurs, négociants, importateurs, exportateurs, marchands en gros, détaillants, acheteurs et distributeurs de tous tissus textiles, coton, lainages, soieries, soie artificielle, rayon, toiles et tous autres tissus d'aucune description quelconque et faire aucune et toutes choses s'y rapportant, sous le nom de "Gem Sportswear Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3575 Blvd. St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17026 L. DESILETS.

"Grand'Mère Cinémas, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, et Ernest William Mockridge, teneur de livres, de la cité de St-Lambert, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, exercer et entreprendre, soit comme mandants ou agents ou autrement, soit seuls ou avec d'autres et soit à commission ou autrement et par quelque autre moyen ou manière quelconque et dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives, les commerces, industries et activités de propriétaires et gérants de théâtres (cinémas, salles de vues animées, salles de musique et de concert et salles de représentations publiques), et organiser la production, la présentation, la représentation et l'exécution (soit par des moyens mécaniques ou autrement) de vues animées, opéras, pièces, dames, comédies, opérettes, burlesques, vaudeville, revues, ballets, pantomimes, spectacles, concerts proménades et autres, variétés comprenant des tours de jonglerie et autres représentations et divertissements musicaux et dramatiques et la présentation d'effets sonores et/ou visuels par télévision et autres moyens semblables ou autres, sous le nom de "Grand'Mère Cinémas, Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17027 L. DESILETS.

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1946, incorporating: David Louis Silverstone, merchant, David Litner, Samuel Moskovitch, advocates, and Leah London, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange, import, export, alter, tailor and deal generally both at wholesale or retail or as principals, agents or contractors in men's, women's, youth's and children's clothing, wearing apparel, furnishings and accessories of every description;

To carry on the business of manufacturers, contractors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, purchasers and distributors of all textile materials, cottons, woollens, silks, artificial silks, rayons, linens and all other materials of any description whatsoever and to do any and all things appertaining to the same, under the name of "Gem Sportswear Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 100 common shares of a par value of \$100.00 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 3575 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17026-o Deputy Attorney General.

"Grand'Mère Cinémas, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1946, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, law clerk, in the City of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, in the Town of Mount Royal, and Ernest William Mockridge, bookkeeper, of the City of St. Lambert, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, either as principals or agents or otherwise, either alone or in conjunction with others and either on commission or otherwise and in any other way or manner whatsoever and in all or any of their respective branches, the businesses, trades and activities of proprietors and managers of theatres (cinemas, picture-palaces, music and concert halls, and public exhibition halls), and to provide for the production, exhibition, representation and performance (whether by mechanical means or otherwise) of motion pictures, operas, stage plays, dramas, comedies, operettas, burlesques, vaudevilles, revues, ballets, pantomimes, spectacular pieces, promenade and other concerts, variety conjuring juggling and other musical and dramatic performances and entertainments and the presentation of sound and/or visual effects by television and similar or other means, under the name of "Grand'Mère Cinémas, Inc.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the Town of Grand'Mère, in the District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1946.

L. DESILETS,
17027-o Deputy Attorney General.

"Immeubles Beaubien, Limitée"
"Beaubien Realities, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Jean Trudel, Eugène Simard, avocats, conseils en Loi du Roi, Yves Laurier, avocat, Roger Tremblay, gérant, et Yolande Touchette, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme principaux agents ou courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, l'amélioration, le développement, la gestion de toutes propriétés immobilières et mobilières, de tout commerce et de toutes entreprises;

Acquérir, posséder, détenir, par tout titre légal, des propriétés immobilières et mobilières de toute nature et description, les exploiter, construire, améliorer, transformer, réparer; les vendre, louer, gager, grever, hypothéquer ou autrement en disposer, sous le nom de "Immeubles Beaubien, Limitée" — "Baubien Realities, Limited", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17028-o L. DESILETS.

"Immeubles Beaubien, Limitée"
"Beaubien Realities, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1946, incorporating: Jean Trudel, Eugène Simard, advocates, King's Counsel, Yves Laurier, advocate, Roger Tremblay, manager, and Yolande Touchette, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as principals, agents or brokers for the purchase, sale, exchange, improvement, development, management of any immovable and movable property, any business and any undertaking;

To acquire, own, hold, under any legal title, immovable and movable properties of any kind and description, to operate, build, improve, transform, repair the same; to sell, lease, mortgage, encumber, hypothecate same or otherwise dispose thereof, under the name of "Immeubles Beaubien, Limitée" — "Baubien Realities, Limited", with a total capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1946.

L. DESILETS,
17028 Deputy Attorney General.

"International Export and Import Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Israel Zelikovitz marchand, de la cité d'Outremont, June Kirlin, sténographe, et Susan Charness, teneuse de livres, toutes deux filles majeures, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de ferronnerie et accessoires, verrerie, menus objets, nouveautés, bijouterie, meubles, fournitures et marchandises sèches, machinerie pour la chaussure, cuir, moteurs, appareils électriques, chaussures en caoutchouc et en cuir, produits chimiques, bois de construction, accessoires de plomberie, papier et produits du papier, sous le nom de "International Export and Import Company Limited", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17029 L. DESILETS.

"International Export and Import Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: Israel Zelikovitz, merchant, of the City of Outremont, June Kirlin, stenographer, and Susan Charness, bookkeeper, both spinsters, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hardware and accessories, glassware, smallware, novelties, jewelry, furniture, furnishings and dry goods, shoe machinery, leather, motors, electrical appliances, rubber and leather footwear, chemicals, lumber, plumbing supplies, paper and paper products, under the name of "International Export and Import Company Limited", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 300 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17029-o Deputy Attorney General.

"International Merchandisers Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1946, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, de la cité de Westmount, Jack Schwartz, gérant de bureau, et Mademoiselle Zoe Garon, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles, appareils et marchandises faits entièrement ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre et de tous sous-produits d'iceux;

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "International Merchandisers Ltd.", avec un capital total de \$115,000 divisé en 1150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt;

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer toute actions ou actions détenues par lui sans le consentement préalable par écrit du détenteur ou détenteurs d'au moins 60% du capital émis de la compagnie ou sans la sanction expresse des directeurs attestée par résolution passée par le bureau de direction;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17030 L. DESILETS.

"International Merchandisers Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-sixth day of November, 1946, incorporating: David A. Schwartz, advocate, of the City of Westmount, Jack Schwartz, office manager, and Miss Zoe Garon, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, appliances and merchandise, made wholly or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastics, fur, textiles, glass, and any by-products thereof;

To manufacture and deal in dry goods, edible products, animals, minerals, precious stones, soft beverages, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of land, sea and forests, under the name of "International Merchandisers Ltd.", with a total capital stock of \$115,000.00, divided into 1150 common shares of \$100.00 each.

The number of the Company's shareholders is limited to twenty;

No shareholder shall be entitled to transfer any share or shares held by him without the previous consent in writing of the holder or holders of at least 60% of the issued capital stock of the company or without the express sanction of the Directors to be signified by resolution passed by the Board;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17030-o Deputy Attorney General.

"Joliette Drive Yourself Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Marcel Piette, comptable, Bélangère Piette et Claire Piette, sténographes, tous des cité et district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce de loueurs et locuteurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voiturier pour le transport de personnes, d'effets, denrées et marchandises, sous toutes ses formes et spécialités, et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être, sous le nom de "Joliette Drive Yourself Limited", avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 150 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20); aucun transfert d'actions ne pourra être effectué sans le consentement de la majorité du bureau de direction;

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17031-o L. DESILETS.

"Joliette Drive Yourself Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1946, incorporating: Marcel Piette, accountant, Bélangère Piette and Claire Piette, stenographers, all of the city and district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of renters and leasers of automobiles and vehicles of any other kind and description and act as carrier for the transportation of persons, goods, wares and merchandise, under all forms and specialties thereof and by any means actually known or which may become known, under the name of "Joliette Drive Yourself Limited", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty (20); no transfer of shares may be made without the consent of the majority of the Board of Directors.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17031 Deputy Attorney General.

**"Hutchison Shoe Co. Ltd."
"La Cie de Chaussure Hutchison Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Dame Aldina Picard, épouse séparée de biens de Alcide Nadeau, voyageur de commerce, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Fernand Nadeau et Paul-Eudore Nadeau, voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de gros et de détail de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchoucs) et généralement de tous les produits du cuir, du caoutchouc et de toutes autres matières premières pouvant servir dans la fabrication des produits ci-dessus mentionnés et de tous leurs dérivés et sous-produits;

Exercer le commerce de manufacturier, importateur, exportateur, grossiste, détaillant, négociant et commerçant de cuir, caoutchouc et autres matières brutes, naturels ou synthétiques et de tous dérivés, sous le nom de "Hutchison Shoe Co. Ltd. — La Cie de Chaussure Hutchison Ltée", avec un capital total de \$45,000.00, divisé en 450 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17032-o L. DESILETS.

**"Hutchison Shoe Co. Ltd."
"La Cie de Chaussure Hutchison Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1946, incorporating: Dame Aldina Picard, wife separate as to property of Alcide Nadeau, commercial traveller, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the city of Outremont, Fernand Nadeau, and Paul-Eudore Nadeau, commercial travellers, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, trade, import, export and deal generally, wholesale and retail, in all kinds of footwear, shoes, gloves, mittens, rubbers and, generally all leather and rubber products and products derived from any other raw material capable of being used in the manufacturing of the products hereinabove mentioned and of all the derivatives and by-products thereof;

To carry on the business of manufacturer, importer, exporter, wholesaler, retailer, merchant of and dealer in leather, rubber and other raw or synthetic material and all derivatives thereof, under the name of "Hutchison Shoe Co. Ltd. — La Cie de Chaussure Hutchison Ltée", with a total capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17032 Deputy Attorney General.

"La Machinerie Idéale Cie Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Adrien Racicot, Charles-Émile Ostiguy, tous deux machinistes, de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, et Jean-Bernard Sansoucy, machiniste domicilié en la ville de Longueuil, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire tracer, dessiner plans et modèles, réparer, construire et produire, acheter, louer, manipuler, introduire et améliorer systèmes de chauffage et de ventilation, machines agricoles et aratoires, outils et outillages servant à l'exploitation de la ferme, moteurs et accessoires électriques de quelque nature que ce soit, pour fins domestiques et industrielles, voitures à traction animale, automobiles, tracteurs, bouilloires et réservoirs, silos et systèmes de ventilation, moulins à laver mus par gazoline ou électricité, radios; systèmes de paratonnerre, service d'eau, moulins à vent, pompes et accessoires, installations pour étables, chargeurs à foin, enfin tous accessoires requis pour exploitation de ferme et besoins domestiques; poêles et fournaies, systèmes de ventilation et autres systèmes automatiques, et autres appareils, dispositifs, accessoires, instruments, pièces, outils, agencements et outillages, fournitures, dispositifs et appareils;

Exercer le commerce dans aucune ou toutes ses branches de manufacturiers, vendeurs en gros et détail à titre de vendeurs commerciaux, agents ou représentants de systèmes frigorifiques,

"La Machinerie Idéale Cie Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1946, incorporating: Adrien Racicot, Charles-Émile Ostiguy, both machinists, of Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe, and Jean-Bernard Sansoucy, machinist, domiciled in the town of Longueuil, district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, draught and design plans and models, repair, build and produce, buy, lease, handle, introduce and improve heating and ventilating systems, farm and agricultural implements, tools and equipment used in the operation of farms, electric motors and accessories of all kinds, for domestic and industrial purposes, horse-drawn vehicles, automobiles, tractors, boilers and reservoirs, silos and ventilating systems, washing machines run by gasoline or electricity, radios; lightning rods, water service, wind-mills, pumps and accessories, installations for stables, hay loaders, in fine all accessories required for farming and domestic purposes; stoves and furnaces, ventilation systems and other automatic systems, and other apparatus, devices, accessories, instruments, parts, tools, fittings and equipment, supplies, fixtures and apparatus;

To carry on the business, in all or any of its lines, of manufacturers, wholesale and retail dealers and commercial salesmen, agents or representatives of refrigeration systems, whether

domestiques et commerciaux et industriels; matériaux de construction en général, acier, tôle, ciment, bois, fer, aluminium, cuivre, ferronnerie, amiante, plastique, et tous accessoires servant à la construction, outils et machineries pour travailler lesdits matériaux; huile, gazoline, peinture et vernis, accessoires de ferblantier, tuyauterie et accessoires, sous le nom de "La Machinerie Idéale Cie Ltée".

Le capital total de la compagnie est divisé en 15,000 actions, valeur nominale au pair de \$1.00 chacune et 200 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17033-o

L. DESILETS.

domestic, commercial or industrial; building requisites in general, steel, sheet metal, cement, lumber, iron, aluminium, copper, ironware, asbestos, plastic, and all accessories used in building, tools and machinery for working the said materials; oil, gasoline, paint and varnish, tin-smiths' supplies, piping and accessories, under the name of "La Machinerie Idéale Cie Ltée".

The total capital stock of the company is divided into 15,000 shares of a nominal or par value of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Césaire, in the district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17033

Deputy Attorney General.

"La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation sans capitaux actions: Alphonse Gagné, électricien, Albert Labbé, contremaître, Bertrand Amiot, commis, et Charles-Alphonse Beaulieu, avocat, tous des cité et district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Développer chez les Canadiens-Français un sentiment patriotique, culturel, social, religieux et artistique;

Pour unifier les esprits par un commun amour de la patrie canadienne-française;

Pour perpétuer chez nous les traditions spirituelles de la vieille France, sous le nom de "La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Robert, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17034-o

L. DESILETS.

"La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Gagné, electrician, Albert Labbé, foreman, Bertrand Amiot, clerk, and Charles-Alphonse Beaulieu, advocate, all of the city and district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To develop, in French-Canadians, patriotic, cultural, social, religious and artistic sentiments;

To promote unity of feeling by a common love of the French-Canadian homeland;

To perpetuate, hereat home, the spiritual traditions of Old France, under the name of "La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Robert, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17034

Deputy Attorney General.

"Les Ateliers Modernes Ltée" Modern Fabrics Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Armand LaBrie, manufacturier, Marguerite Labrie, sténographe, et Jacqueline Tardif, fille majeure, tous de Lévis, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce comme entreprise en exploitation de monsieur Armand Labrie, de Lévis, et le payer en tout et en partie par l'émission d'actions entièrement libérées;

Faire le commerce du bois sous toutes ses formes;

Convertir toutes sortes de bois non préparés, bois de construction et de charpente, sciés, équarris et coupés en produits partiellement ou totalement finis de toute sorte, et manufacturer toutes sortes d'articles dans lesquels le bois ou un produit du bois est la principale partie constituante, sous le nom de "Les Ateliers Modernes Ltée —

"Les Ateliers Modernes Ltée" Modern Fabrics Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: Armand Labrie, manufacturer, Marguerite Labrie, stenographer, and Jacqueline Tardif, spinster, all of Lévis, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business of Mr. Armand Labrie, of Lévis, and to pay therefor, in whole and in part by the issue of fully paid-up shares;

To carry on the lumber business under all forms thereof;

To convert all kinds of rough wood, lumber, timber, sawed, squared and cut, into partly finished or entirely finished products of every kind, and to manufacture all kinds of articles wherein wood or any product thereof may form the main component part, under the name of "Les Ateliers Modernes Ltée — Modern Fabrics Limited",

Modern Fabrics Limited", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 4,900 actions de \$10.00 chacune. with a total capital stock of \$49,000, divided into 4,900 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17035-o L. DESILETS.

The head office of the company will be at Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17035 Deputy Attorney General.

"Belmont Entreprises Limited"
"Les Entreprises Belmont Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Armand Chevette, Marcel Lafontaine, avocats, et Marcelle Des Châtelets, sténo-dactylo, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre toutes sortes d'accessoires électriques, de ferblanterie, de plomberie, de brûleurs à l'huile, de systèmes de chauffage, de briquetage, et de briques, de glacières électriques et autres, de meubles, et, de toutes sortes de marchandises de nature similaire à ces choses.

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros ou détail, d'huile et de gasoline sous toutes leurs formes, du charbon, coke, bois, gaz et combustible de tous genres, de tous leurs produits et sous-produits d'automobiles, de camions-automobiles, tracteurs, motocycles, aéroplanes, hydroplanes et de tous autres genres de véhicules, ainsi que de moteurs ou d'engins mus ou actionnés par la gasoline, l'huile, l'électricité ou autres forces motrices, sous le nom de "Belmont Entreprises Limited — Les Entreprises Belmont Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 2,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
17036-o L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1946, incorporating: Armand Chevette, Marcel Lafontaine, advocates, and Marcelle Des Châtelets, stenographer-typist, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy and sell all kinds of electrical accessories, ironware, plumbing supplies, oil burners, heating systems, brick-works and bricks, electric and other refrigerators, furniture, and all kinds of merchandise of a nature similar to the above;

To deal, in all lines of same, both wholesale and retail, in oil and gasoline in all their forms, coal, coke, wood, gas and fuel of all kinds, their products and by-products, automobiles, motor, tractors, motor cycles, aeroplanes, hydroplanes and all other kinds of vehicles, as well as motors or engines run or operated by gasoline, oil, electricity or other motive power, under the name of "Belmont Entreprises Limited — Les Entreprises Belmont Limitée", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1946.

L. DESILETS,
17036 Deputy Attorney General.

"Les Entreprises Montréal-Nord Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Rose-Alma Goulet Fournier, commerçante, épouse commune en biens de Stanislas Fournier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Yvette Fournier McDuff, ménagère, épouse séparée de biens de Fernand McDuff et dûment autorisée aux fins des présentes, Fleur-Ange Fournier, ménagère, fille majeure, Paul-Émile Fournier, organisateur, Roland Fournier, mécanicien, tous de la cité de Montréal et Louis-Philippe Fournier, chef de service, de Saint-Bruno, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, ou autrement en disposer, des garages, comptoirs de pièces de rechange d'automobile, débits d'essence, entreprises de réparation d'automobiles, et de moteurs en général, entrepôts et remisages d'automobiles, salles de quilles, salles publiques, restaurants, salles de rafraî-

"Les Entreprises Montréal-Nord Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: Rose-Alma Goulet Fournier, merchant, wife common as to property of Stanislas Fournier and duly authorized by him for the purposes hereof, Yvette Fournier McDuff, housewife, wife separate as to property of Fernand McDuff and duly authorized by him for the purposes hereof, Fleur-Ange Fournier, housewife, spinster, Paul-Émile Fournier, organizer, Roland Fournier, mechanic, all of the city of Montreal, and Louis-Philippe Fournier, service chief, of Saint-Bruno, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change, or otherwise dispose of, garages, counters for the sale of automobile spare parts, gasoline stations, undertakings for the repairing of automobiles and motors generally, warehouses and storehouses for automobiles and motors generally, warehouses and storehouses for automobiles, bowling alleys,

chissements et de danse, comptoirs pour repas légers; exercer le commerce de garagiste, propriétaire et opérateur de garage et de salle de quilles, marchand de tabac, importateur et manufacturier d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres liqueurs douces, exercer le commerce de pourvoyeur, fournisseur de pièces de rechange pour automobiles et moteurs en général, d'essence et carburant, de repas léger, exercer le commerce de pourvoyeur et fournisseur pour des amusements publics d'une manière générale, le commerce de propriétaire et de louage d'automobiles, agent d'immeubles, messenger et gardien d'entrepôt; produire, vendre et en général faire le commerce des fruits et légumes, de la viande et autres produits alimentaires, sous le nom de "Les Entreprises Montréal-Nord Limitée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la municipalité de Montréal-Nord, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17037-o L. DESILETS.

"Les Immeubles Talbot Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Alphonse Talbot, marchand, Dame Clémentine Thérien, épouse commune en biens du dit Alphonse Talbot, et par lui dûment autorisée aux fins des présentes, et Marcelle Talbot, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, posséder, détenir, administrer, exploiter, améliorer et développer tous immeubles et biens immobiliers ou intérêts en ceux; en avoir l'usage, l'usufruit ou la propriété, les louer, vendre, échanger, hypothéquer, céder et aliéner;

Faire le commerce de tous immeubles et biens immobiliers;

Acquérir l'actif et le passif, la clientèle et l'achalandage de l'entreprise immobilière actuellement exercée par M. Alphonse Talbot, marchand à Québec, sous le nom de "Les Immeubles Talbot Incorporée", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Les actions de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement du bureau de direction, s'exprimant au moyen d'une résolution régulière;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17038-o L. DESILETS.

"Lloyd Ressler & Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Lloyd Ressler,

public halls, restaurants, refreshment rooms and dance halls, lunch counters; to carry on the business of garage-keeper, owners and operators of garages and bowling alleys, tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and soft drinks; to carry on the business of caterer, supplier of spare parts for automobiles and motors in general, gasoline and fuel, light lunches; to carry on the business of caterers and furnishers for public amusements in a general manner, the business of owners and lessors of automobiles, real estate agents, express agents and warehousemen; to produce, sell and deal generally in fruits and vegetables, meat and other foodstuffs, under the name of "Les Entreprises Montréal-Nord Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the municipality of Montreal-North, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17037 Deputy Attorney General.

"Les Immeubles Talbot Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1946, incorporating: Alphonse Talbot, merchant, Dame Clémentine Thérien, wife common as to property of said Alphonse Talbot, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Marcelle Talbot, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, own, hold, manage, operate, improve and develop any real estate and immovable property or interest therein; to have the use, usufruct or ownership thereof, lease, sell, exchange, hypothecate, assign and alienate the same;

To deal in all real estate and immovable property;

To acquire the assets and liabilities, custom and good-will of the real estate business actually carried on by Mr. Alphonse Talbot, merchant, at Quebec, under the name of "Les Immeubles Talbot Incorporée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The shares of the company may not be transferred without the consent of the Board of Directors, duly expressed by a resolution.

The number of shareholders shall be limited to twenty;

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17038 Deputy Attorney General.

"Lloyd Ressler & Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: Lloyd Ressler, Dave Margolese, merchants, and Lilian

Dave Margolese, marchands, et Lilian Orenstein, ménagère, épouse séparée de biens de Lloyd Ressler et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des sacoches, abat-jour, articles de mode, comprenant des rubans, voiles, fleurs artificielles, plumes, fonds de commerce et feutres, nouveautés, chapeaux, gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes et manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour hommes, femmes et enfants; jarretières, bretelles, marchandises sèches, jouets, parapluies, bibelots, ornement, fourrures et casquettes, bijouterie, coutellerie, cameras et accessoires de photographie, sous le nom de "Lloyd Ressler & Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17039 L. DESILETS.

"Macon Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, Barnet Nusselman, notaire, et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, remodeler, changer, réparer, finir des bâtisses de toutes sortes, acheter et vendre des terrains et, en général, exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs et de tous autres genres et sortes de travaux se rapportant directement ou indirectement au commerce d'érection et de construction;

Exercer le commerce de placements et acheter, garantir, souscrire conditionnellement ou non-conditionnellement ou demander ou autrement acquérir, détenir pour placement ou autrement posséder et vendre, vendre à commission ou autrement convertir, échanger, transférer, céder, louer, et sujet à l'article 74 de la Loi des compagnies, hypothéquer, nantir, garantir la vente, administrer ou autrement disposer ou mettre en valeur et généralement négocier des titres, actions, obligations, débetures et autres valeurs, sous le nom de "Macon Investments Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de \$100,000, divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17040 L. DESILETS.

"Marks Realities Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

Orenstein, housewife, wife separate as to property of Lloyd Ressler, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, hand bags, lamp shades, millinery supplies, including ribbons, veils, artificial flowers, feathers, stock goods and felts, novelties, ladies' and misses' hats, jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats, and manufacture of men's women's and children's wearing apparel of every description whatsoever; braces, suspenders, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, furs and caps, jewellery and flatware, cameras and photographic supplies, under the name of "Lloyd Ressler & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17039-o Deputy Attorney General.

"Macon Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1946, incorporating: Norman Genser, advocate, Barnet Nusselman, notary, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, remodel, change, repair, finish buildings of all kinds, to buy and sell land, and to generally carry on the business of builders and contractors and all other types and kinds of work connected directly or indirectly with the building and construction business;

To carry on business as investors and to purchase, underwrite, subscribe, conditionally or unconditionally or apply for or otherwise acquire, hold for investment or otherwise own and to sell, sell on commission or otherwise convert, exchange, transfer, assign, lease, and subject to section 74 of the Companies' Act, to mortgage, pledge, guarantee the sale of, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal with the stocks, shares, bonds, debentures and other securities, under the name of "Macon Investments Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$100,000.00, divided into 990 preferred shares having a par value of \$100.00 each, and 1,000 common shares having a par value of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this sixth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17040-o Deputy Attorney General.

"Marks Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day

patentes en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Maurice Hartt, conseil en loi du Roi, Maurice J. Boxer et Samuel J. Smiley, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, se procurer, louer, bâtir, ériger ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, transporter, vendre, échanger, disposer et faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières de toute description, franchises, permis ou de tous intérêts en ceux, et ériger, modifier, réparer et entretenir, gérer et administrer des bâtisses, lots et autres propriétés immobilières ou en retirer un revenu par voie de location ou autrement ou tous droits et intérêts en ceux, sous le nom de "Marks Realities Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17041

L. DÉSILETS.

of November, 1946, incorporating: Maurice Hartt, King's Counsel, Maurice J. Boxer and Samuel J. Smiley, all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase, procure, lease, build, erect or otherwise hold, utilize, improve, develop, manage, hypothecate, convey, sell, exchange, dispose of and deal in immovables and immovable properties of every description, franchises, licenses or any interests therein, and to erect, alter, repair and maintain, manage and administer buildings, lots and other immovable properties, or derive a revenue therefrom by way of lease or otherwise, or any rights and interests therein, under the name of "Marks Realities Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 150 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Melrose Biscuit Shops Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, et Cecil Bruce Cooke, sténographe, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, diriger et entreprendre, soit comme mandants et/ou agents et soit comme marchands en gros et/ou détaillants, dans aucune et toutes leurs spécialités respectives et par aucun moyen ou manière quelconque, les commerces, industries et activités de boulangers, confiseurs, fournisseurs, pourvoyeurs, laitiers, épiciers, bouchers et marchands de provisions et manufacturiers, producteurs, travailleurs, fabricants de conserves, fabricants de marchandises en boîtes, emballeurs, emmagasineurs, sauteurs, acheteurs, importateurs, négociants, fermiers, cultivateurs, vendeurs, exportateurs, distributeurs, transporteurs et marchands et négociants, par aucun moyen ou manière quelconque, d'aucune et toutes sortes et descriptions de pain, farine, aliments, produits alimentaires et denrées, sous le nom de "Melrose Biscuit Shops Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17042

L. DÉSILETS.

"Melrose Biscuit Shops Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1946, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, law clerk, of the city of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, of the city of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, whether as principals and/or agents, and whether as wholesalers and/or retailers, in any and all of their respective branches and in any way or manner whatsoever the businesses, trades and activities of bakers, confectioners, caterers, purveyors, dairymen, grocers, butchers and provision merchants and manufacturers, producers, processors, preservers, canners, packers, storers, curers, buyers, importers, jobbers, growers, cultivators, sellers, exporters, distributors, transporters and dealers in and with in any way or manner whatsoever any and all kinds and descriptions of bread, flour, food, food products, foodstuffs, under the name of "Melrose Biscuit Shops Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at city of Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Morton Realities Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Charles Wolf-

son, advocate, Arthur Kishner and Percy H

son, avocat, Arthur Kishner et Percy H. Streat, comptables agréés, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, cession ou autre titre légal et détenir et avoir la jouissance de propriétés mobilières et immobilières d'aucune sorte et description et tous droits et privilèges relatifs ou se rapportant à icelles et développer et améliorer et disposer aucune de ces propriétés en rues, ruelles, carrés et lots. Eriger autrement, améliorer, réparer et entretenir des maisons, logements, édifices à bureaux, usines et autres constructions sur lesdites propriétés ainsi acquises. Vendre, hypothéquer, louer, arrenter, céder, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de terrains, immeubles, biens immobiliers et bâtisses dessus érigés, et disposer de toutes rues, carrés ou terrains situés sur ces propriétés en faveur de telles personnes ou municipalités à tels termes et conditions que la compagnie peut juger convenables;

Agir comme agents d'immeubles et comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Morton Realities Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trente mille dollars, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17043 L. DÉSILETS.

"Mount Royal Merchandising Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: James P. Diplock, avocat, de ville Mont-Royal, James E. Mullaly, avocat, de la cité de Montréal, et Lloyd Edward Tune, administrateur, de la ville de Beaurepaire, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, marchands en gros, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands à commission, négociants, marchands, distributeurs, mandants, courtiers, agents de manufacturiers, entreposeurs, expéditeurs, charretiers et transporteurs de:

lainages, cotonnades, filés, soieries, toiles, rayon, nylon et tous autres articles et tissus textiles et toutes autres étoffes d'aucune description quelconque;

étoffes et habits, de plastiques et de produits et matières synthétiques semblables, articles en caoutchouc, caoutchouc, gutta-percha, cellulose, celluloïde ou autres matières semblables, vêtements et articles imperméables, bottes en caoutchouc, chaussures et claques, feuilles de caoutchouc, tentes, rondelles, matières isolantes et tous autres articles faits de tous composés de caoutchouc ou de plastique et d'autres substances, sous le nom de "Mount Royal Merchandising Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Streat, chartered accountants, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, cession or other legal title, and to hold and enjoy moveable and immoveable property of every kind and description and all rights and privileges pertaining to or connected therewith and to develop and improve and lay out any such property in streets, lanes, squares and lots. To otherwise erect, improve, repair and maintain houses, apartments, office buildings, factory buildings and other structures on said property so acquired. To sell, hypothecate, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, real estate, immoveables and buildings thereon erected, and to dispose of any streets squares or lands on such property in favour of such persons or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate agents and as builders and contractors' under the name of "Morton Realities Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 100 common shares of a par value of \$100.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is Thirty Thousand dollars, divided into 300 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17043-o Deputy Attorney General.

"Mount Royal Merchandising Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1946, incorporating: James P. Diplock, advocate, of the Town of Mount Royal, James E. Mullaly, advocate, of the city of Montreal, and Lloyd Edward Tune, executive, of the Town of Beaurepaire, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, commission merchants, jobbers, dealers, distributors, factors, brokers, manufacturers agents warehousemen, forwarders, carriers and carters of:

Woollens, cottons, worsteds, silks, linens, rayons, nylons, and all other textile goods and fabrics and all other materials of any description whatsoever;

cloth and clothing, plastics and similar synthetic products and materials, rubber goods, rubber, gutta-percha, cellulose, celluloid or other similar materials, waterproofed garments and goods, rubber boots, shoes and goloshes, rubber sheets, tents, washers, insulators, and all other goods made of any compound of rubber or plastics and other substance, under the name of "Mount Royal Merchandising Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17044 L. DÉSILETS.

"National Auto Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Paul Letellier, commis, Marcel Pouliot, avocat, tous deux de la cité de Québec, et John O'Neil, commis, demeurant en la paroisse de l'Ancienne Lorette, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce à quelque titre que ce soit comme producteur, agent ou d'autres manières, importer, exporter, exploiter, trafiquer, garder en entrepôt pour rémunération, des automobiles, des camions, des aéronefs, des véhicules de tous genres et espèces, des moteurs et tous accessoires d'automobiles, camions, aéronefs, véhicules et autres marchandises qui peuvent être convenablement manufacturés, vendus et trafiqués avec les dites marchandises, les dits produits ouvrés ou non, et cela depuis la matière première jusqu'au produit fini, sous le nom de "National Auto Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 4,000 actions, sans valeur au pair, les actions seront émises et réparties au prix qu'il sera fixé par les directeurs.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$20,000.00.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17045-o L. DÉSILETS.

"Rawdon Pine Lodge Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Edouard Bernard, avocat, de la cité d'Outremont, Jean-Paul Ste-Marie, étudiant, et Mlle Luce Lafontaine, sténographe, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme hôtelier, aubergiste et tavernier;

Tenir et exploiter des hôtels, restaurants, salles à manger, maisons de logement, lieux d'amusement, salle de danse et de spectacles;

Faire affaires comme épicière en gros et en détail, sous le nom de "Rawdon Pine Lodge Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé comme suit:

A) 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale;

B) 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$32,500.00.

Le siège social de la compagnie sera à Rawdon, dans le district de Joliette.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17044-o Deputy Attorney General.

"National Auto Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1946, incorporating: Paul Letellier, clerk, Marcel Pouliot, advocate, both of the city of Quebec, and John O'Neil, clerk, residing in the parish of Ancienne Lorette, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in, under any title whatsoever, either as producer, agent or otherwise, import, export, operate, trade in, keep in storage for remuneration, automobiles, trucks, aeroplanes, vehicles of all kinds and species, motors and all accessories for automobiles, trucks, planes, vehicles and other merchandise which may be conveniently manufactured, sold and dealt with in connection with the said merchandise, the said products whether wrought or otherwise and this from the raw matter to the finished product, under the name of "National Auto Inc."

The capital stock of the company will be divided into 4,000 shares, without par value, the shares to be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The amount with which the company will commence its operations is \$20,000.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17045 Deputy Attorney General.

"Rawdon Pine Lodge Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1946, incorporating: Edouard Bernard, advocate, of the city of Outremont, Jean-Paul Ste-Marie, student, and Mlle Luce Lafontaine, stenographer, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, inn and restaurant keepers;

To operate and manage hotels, restaurants, dining-rooms, boarding-houses, places of amusement, entertainment and dance halls;

To carry on business as grocer, both wholesale and retail, under the name of "Rawdon Pine Lodge Limited".

The capital stock of the company will be divided as follows:

A) 5,000 common shares without nominal value;

B) 750 preferred shares of a par value of \$100 each;

The amount with which the company will commence operations will be not less than \$32,500.

The head office of the company will be at Rawdon, district of Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17046-o L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1946.

L. DESILETS,
17046 Deputy Attorney General.

"Renaud and Sons Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Arthur Renaud, rentier, de Loretteville, Zoël Renaud, opérateur, de Valcartier Station, tous deux du district de Québec, et Henri-G. Renaud, manufacturier, 200 Ouest, 20e Rue, New-York, tous dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de détaillants, grossistes, manufacturiers, négociants, importateurs, exportateurs et distributeurs de marchandises fabriquées avec du cuir, du plastique, de la toile, du coton, du feutre, de la fourrure ou tous autres matériaux, sous le nom de "Renaud and Sons Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Les actions de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement du Bureau de Direction, exprimé au moyen d'une résolution régulière;

Le nombre des actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17047-o L. DESILETS.

"Renaud and Sons Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1946, incorporating: Arthur Renaud, annuitant, of Loretteville, Zoël Renaud, operator, of Valcartier Station, both of the district of Quebec, and Henri-G. Renaud, manufacturer, 200 West 20th street, New York, all for the following purposes:

To carry on the business and industry of retailers, wholesalers, manufacturers, merchants, importers, exporters and distributors of merchandise manufactured with leather, plastic, linen, cotton, felt, fur or any other material, under the name of "Renaud & Sons Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The shares of the company may not be transferred without the consent of the Board of Directors, duly expressed by resolution.

The number of shareholders shall be limited to 20.

The head office of the company will be at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17047 Deputy Attorney General.

"Seneca Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: David Gilbert, avocat, Harry Golden, huissier, tous deux de la cité de Montréal, et Eli Michael Berger, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des propriétés immobilières; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de ces propriétés immobilières ou d'aucune partie d'icelles, et développer, améliorer et disposer ces propriétés immobilières en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement; cultiver aucune de ces propriétés et vendre ou disposer des produits d'icelles, sous le nom de "Seneca Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17048 L. DESILETS.

"Seneca Holdings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1946, incorporating: David Gilbert, advocate, Harry Golden, bailiff, both of the city of Montreal, and Eli Michael Berger, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof, under the name of "Seneca Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 8,000 shares having a par value of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17048-o Deputy Attorney General.

"Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of

patentes en date du treizième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Caplan Parifsky, Joseph Parifsky, Isidore Parifsky et Lionel Parifsky, tous manufacturiers, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de la firme Snappy Hat Mfg. Co. comme une industrie en exploitation;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des sacoches, abat-jour, articles de modes, comprenant des rubans, voiles, fleurs artificielles, plumes, fonds de commerce et feutres, nouveautés, chapeaux, articles de modes, gilets, jupes, tuniques et blouses pour dames, demoiselles et enfants, vêtements de sport, robes, costumes, manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes; des jarretières, bretelles, marchandises sèches, jouets, parapluies, bibelots, ornements, fourrures et casquettes, sous le nom de "Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd."

Le capital de la compagnie consistera en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17049

L. DESILETS.

"Sven Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'exportateurs et importateurs et acheter, vendre et faire le commerce de chaussures, vêtements, textiles, fourrures, articles en caoutchouc, machinerie, accessoires d'automobiles, pièces d'automobiles, ferronnerie, articles et appareils électriques, accessoires de plomberie et de chauffage, outillage et accessoires de radios, bijouterie, produits chimiques, bois de construction et les sous-produits du bois de construction, verrerie, porcelaine, ustensiles de maison, accessoires de magasins et de bureaux, articles divers concernant les cigares et cigarettes, articles de fumeurs, produits de la pulpe et du papier, produits alimentaires, breuvages, nouveautés, fournitures pour l'aviation, sous le nom de "Sven Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

17050

L. DESILETS.

"Timber Trader Corporation Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

November, 1946, incorporating: Caplan Parifsky, Joseph Parifsky, Isidore Parifsky and Lionel Parifsky, all manufacturers, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of Snappy Hat Mfg. Co. as a going concern;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, hand bags, lamp shades, millinery supplies, including ribbons, veilings, artificial flowers, feathers, stock goods and felts, novelties, ladies', misses' and children's hats, millinery, jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever; braces, suspenders, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, furs and caps, under the name of "Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd."

The capital stock of the company shall consist of 300 common shares of a par value of \$100.00 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17049-o

Deputy Attorney General.

"Sven Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, of the city of Westmount, both advocates and King's Counsel, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of exporters and importers of and to buy, sell and deal in footwear, wearing apparel, textiles, furs, rubber goods, machinery, automotive equipment, automobile parts, hardware, electrical goods and appliances, plumbing and heating equipment, radio equipment and supplies, jewellery, chemicals, lumber and lumber by-products, glassware, chinaware, household utensils, store and office equipment, cigar and cigarette sundries, smoking supplies, pulp and paper products, food products, beverages, novelties, aeronautic supplies, under the name of "Sven Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1946.

L. DESILETS,

17050-o

Deputy Attorney General.

"Timber Trader Corporation Limited"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gilberte Chénier et Jeannette Chénier, tous deux sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries, moulins à bardeaux et moulins de pulpe, marchands de billes, bûcherons et marchands de bois de construction dans aucune et toutes leurs spécialités; acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de billes, bois de charpente, pilotis et poteaux, bois de construction et bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente, bardeaux, lattes, portes et chassis, maison portatives, bâtisses et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois est utilisé, sous le nom de "Timber Trader Corporation Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17051 L. DESILETS.

day of November, 1946, incorporating; Germain Bock, advocate, Gilberte Chénier and Jeannette Chénier, both stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw logs, timber, piles, and poles, lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes and doors, portable houses, bulkings, and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Timber Trader Corporation Limited", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 250 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17051-o Deputy Attorney General.

"Waldman's Fish Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Nathan Fish, notaire, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Traiter, manufacturer et produire, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer, négocier et faire le commerce, soit comme marchands en gros ou détaillants, de poisson et tous produits de la mer; denrées et produits alimentaires; appareils, outillage, agrès et accessoires pour pêcheurs; vaisseaux, bateaux, moteurs, accessoires, pièces et fournitures; outillage et appareils, pièces, accessoires et fournitures de réfrigération et de congélation; outils et ustensiles; agir comme fournisseurs pour bateaux, arrimeurs, chargeurs, fabricants de conserves, expéditeurs, agents d'expédition et de transfert; exploiter des entrepôts frigorifiques, casiers et entrepôts, sous le nom de "Waldman's Fish Company".

Le montant du capital de la compagnie sera de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune. La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17052 L. DESILETS.

"Waldman's Fish Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1946, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Nathan Fish, notary, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To process, manufacture and produce, buy, sell, import, export, distribute, trade in and deal with, either as wholesalers or retailers, fish and all products of the sea; food and food products; fishermen's apparatus, equipment, supplies and accessories; ships, boats, engines, accessories, parts and supplies; refrigerating and freezing equipment and apparatus, parts, accessories and supplies; tools and utensils; to act as ship chandlers, stevedores, shippers, packers, canners, forwarders, shipping and transfer agents; to operate cold storages, lockers and warehouses, under the name of "Waldman's Fish Company".

The amount of the capital stock of the company is to be \$75,000.00 divided into 750 shares of \$100.00 each. The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$35,000.00, divided into 350 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17052-o Deputy Attorney General.

"W. A. Strover Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of

patentes en date du douzième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Charles Douglas Johnston, Roger Létourneau, avocats, et Colette Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Relativement à icelui, acheter, vendre et faire le commerce de produits, articles appareils et marchandises faits entièrement ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métallide, bois, papier, plastique, fourrure, textile, verre et de tous sous-produits d'iceux, produits comestibles, animaux, minéraux, porcelaine, pierres précieuses, liqueurs et breuvages, livres et périodiques, peintures, objets d'art, objets antiques, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "W. A. Strover Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 806, 1449 rue St-Alexandre, cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17053 L. DESILETS.

"Western Taxi Association Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Eugène Volk, Donald Adey et André Valentine, tous propriétaires de taxis, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, opérer, louer, prendre à bail, maintenir, arrenter ou autrement exercer le commerce d'auto-taxi, camion omnibus, ligne d'autobus, autobus et toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs et exercer généralement le commerce de voitures privées pour location à des personnes, ou pour le transport d'effets, articles et marchandises, et fournir et pourvoir les chauffeurs d'automobiles et taxi-cabs ou à toute personne ou firme exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, tous services, facilités, informations, privilèges, concessions, droits, annonces qui sembleront avantageux à la compagnie ou à ceux qui feront des contrats avec la compagnie, sous le nom de "Western Taxi Association Limited", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 5,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 373, avenue Victoria, Westmount, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17054-o L. DESILETS.

Lettres patentes supplémentaires

"Allan Borin Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour de novembre 1946, à la compagnie "Allan Borin Inc.", ratifiant son règlement N° A-2 augmentant le capital de la compagnie de

November, 1946, incorporating: Charles Douglas Johnston, Roger Létourneau, advocates, and Colette Green, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

In connection therewith to buy, sell and deal in products, goods, appliances and merchandise made wholly or in part of leather, rubber, metal, metallid, wood, paper, plastics, fur, textile, glass, and any by-products thereof, edible products, animals, minerals, porcelain, precious stones, liquors and beverages, books and periodicals, paintings, works of art, antiques, chemical products, cosmetics, products of the land, sea and forest, under the name of "W. A. Strover Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 10,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at Suite 806, 1449 St. Alexandre Street, city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17053-o Deputy Attorney General.

"Western Taxi Association Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1946, incorporating: Eugène Volk, Donald Adey and André Valentine, all taxi-owners, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, operate, lease, take on lease, maintain, hire, or otherwise deal in taxi-cabs, motor lorries, autobus lines, autobuses, and all kinds of automobiles and motor vehicles, and generally carry on the business of renting private vehicles or for the transportation of goods, wares and merchandise and to furnish and provide for automobile and taxi-cab chauffeurs, or any person or firm carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, any services, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertisements which may seem advantageous to the company or to those who may enter into contract with the company, under the name of "Western Taxi Association Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at number 373 Victoria Avenue, Westmount, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1946.

L. DESILETS,
17054 Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Allan Borin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Allan Borin Inc.", ratifying its By-Law No. A-2 increasing the company's capital stock from \$10,000. to \$150,000. by the creation of

\$10,000 à \$150,000, par la création de 9,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 25ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17055 L. DÉSILETS.

"Allard & Robitaille Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de novembre 1946, à la compagnie "Allard & Robitaille Ltée", ratifiant un règlement augmentant le capital-actions de la compagnie de \$68,000. à \$199,000. par la création de 1310 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100. chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 19ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17056-o L. DÉSILETS.

"Automotive Accessories Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de novembre 1946, à la compagnie "Automotive Accessories Inc.", ratifiant son règlement spécial "A": a) convertissant 2990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 299 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées; b) augmentant le capital autorisé de la compagnie de \$49,900 à \$120,000 par la création de 701 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 9ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17057 L. DÉSILETS.

"Belle-Isle Lumber Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de novembre 1946, à la compagnie "Belle-Isle Lumber Corp.", ratifiant son règlement spécial N° 24 modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, ce 13ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17058 L. DÉSILETS.

"Queen's Jubilee Laundry Limited"
"Buanderie du Jubilé de la Reine Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de novembre 1946, à la compagnie "Queen's Jubilee Laundry

9,000 additional common shares of the par value of \$10. each and of 500 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17055-o Deputy Attorney General.

"Allard & Robitaille Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Allard & Robitaille Ltée", ratifying a By-law, increasing the capital stock of the company from \$68,000 to \$199,000, by the creation of 1310 additional common shares of a par value of \$100, each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17056 Deputy Attorney General.

"Automotive Accessories Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Automotive Accessories Inc.", ratifying its Special By-Law "A": a) converting 2990 common shares of the par value of \$10. each into 299 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; b) increasing the authorized capital of the company from \$49,900. to \$120,000. by the creation of 701 additional preferred shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17057-o Deputy Attorney General.

"Belle-Isle Lumber Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Belle-Isle Lumber Corp.", ratifying its Special By-Law No. 24 modifying the privileges attached to the preferred shares of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of November 1946.

L. DÉSILETS,
17058-o Deputy Attorney General.

"Queen's Jubilee Laundry Limited"
"Buanderie du Jubilé de la Reine Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of November 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Queen's Jubilee Laundry Limited" — "Buanderie du

Limited" — "Buanderie du Jubilé de la Reine Limitée", ratifiant son Règlement N° III: a) réduisant son capital de \$99,000. à \$24,750 en réduisant de \$100. à \$25. la valeur des 990 actions communes composant son capital; b) augmentant son capital de \$24,750. à 94,750. par la création de 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100. chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 8ième jour de novembre 1936.

L'Assistant-procureur général,
17059-o L. DÉSILETS.

"Carla Jane Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de novembre 1946, changeant le nom de la compagnie "Barbara Ann Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1945, en celui de "Carla Jane Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce 16ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17060 L. DÉSILETS.

"Dominion Dress Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de novembre 1946, changeant le nom de la compagnie "Plastahide Film Products Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 août 1946, en celui de "Dominion Dress Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce 4ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17061 L. DÉSILETS.

"Joliette Textile Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de novembre 1946, changeant le nom de la compagnie "Lainart Textile Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 février 1946, en celui de "Joliette Textile Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 19e jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17062-o L. DÉSILETS.

"The Mountain Building Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuvième jour de novembre 1946, changeant le nom de la compagnie "The Doctors' Building Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 février 1946, en celui de "The Mountain Building Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce 29ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
17063 L. DÉSILETS.

Jubilé de la Reine Limitée", ratifying its by-law No. III: a) reducing its capital from \$99,000 to \$24,750 by reducing from \$100 to \$25 the value of the 990 common shares composing its capital; b) increasing its capital from \$24,750 to 94,750 by the creation of 700 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17059 Deputy Attorney General.

"Carla Jane Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Barbara Ann Inc.", incorporated by letters patent dated December 28th, 1945, into that of "Carla Jane Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17060-o Deputy Attorney General.

"Dominion Dress Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Plastahide Film Products Inc.", incorporated by letters patent dated August 7th, 1946, into that of "Dominion Dress Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17061-o Deputy Attorney General.

"Joliette Textile Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Lainart Textile Corporation", incorporated by letters patent under date of the 5th of February, 1946, to that of "Joliette Textile Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17062 Deputy Attorney General.

"The Mountain Building Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "The Doctors' Building Inc.", incorporated by letters patent dated February 8th, 1946, into that of "The Mountain Building Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of November, 1946.

L. DÉSILETS,
17063-o Deputy Attorney General.

"Young Mimics Inc."

"Young Mimics Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Young Mimics Inc.", ratifiant son règlement N° 48 étendant ses pouvoirs.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Young Mimics Inc.", ratifying its By-Law No. 48 extending its powers.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28ième jour d'octobre 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of October, 1946.

L'Assistant-procureur général,
17064 L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
17064-c L. DÉSILETS,

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 5010

Number 5010

Québec, le 12 décembre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Québec, December 12, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de la "Canadian Car & Foundry Company Limited", usines Turcot et Dominion.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the "Canadian Car & Foundry Company Limited", Turcot and Dominion works.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de la "Canadian Car & Foundry Company Limited", usines Turcot et Dominion, rendue obligatoire par le décret numéro 1926 du 24 mai 1945 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Canadian Car & Foundry Company Limited, Turcot and Dominion works, rendered obligatory by the decree number 1926, of May 24, 1945, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 2 novembre 1946;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of November 2, 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 1926, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 1926, be amended as follows:

La classification suivante est ajoutée à la fin de l'échelle de salaires apparaissant à l'article XIII:

The following classification is added at the end of the wage scale which appears in section XIII:

"Classification"	Taux horaires Classes			Taux horaires sans grade
	A	B	C	
Divers:				
Inspecteur				\$0.65 à 1.05
Surintendant d'usine (welfare officer)	\$1.00	0.80	0.65	
Commis d'atelier ..	0.75	0.70	0.65	
Bobineur de moteurs.....				1.00"
	A. MORISSET,			
17111-o	Greffier du Conseil Exécutif.			

"Classification"	Hourly rates Class			Hourly rates not graded
	A	B	C	
General:				
Inspector				\$0.65 to 1.05
Welfare officer.	\$1.00	0.80	0.65	
Shop clerk	0.75	0.70	0.65	
Motor winder				1.00"
	A. MORISSET,			
17111-o	Clerk of the Executive Council.			

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

NOTICE

Avis public est, par les présentes, donné, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The Sha-

Public Notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water & Power Company",

winigan Water & Power Company", de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire faire une extension à son développement hydro-électrique actuel à Shawinigan Falls sur la rivière St. Maurice qui borde les lots Nos 637-1, 637-2, 637-3, 628-1401 et 628-1402 dans la paroisse de Ste-Flore, comté de St-Maurice.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement des Trois-Rivières.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce 5ième jour de décembre mil neuf cent quarante-six.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
Le Secrétaire,
16900-49-4 H.-G. BUDDEN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Eastern de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17065-0 JEAN BRUCHÉSI.

"BELLE-ISLE LUMBER CORP."

Règlement spécial N° 25

Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre (pour modifier le premier paragraphe du règlement N° 2 intitulé "Directeurs")

Qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie:

Un bureau de direction de quatre (4) directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, pendant la durée de ses fonctions, possèdera absolument en son propre nom au moins une action du capital-actions de la compagnie et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle.

Copie conforme certifiée du règlement spécial N° 25 passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 18ième jour d'octobre 1946 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

17066 Le Secrétaire,
M. SAGER.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE D'AMQUI COMTÉ DE MATAPÉDIA

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 12 février 1940, ont été tirées au sort:

Nos: 1 et 6; Nos: 21 et 32.

of the city of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed an extension to its present hydro-electric development at Shawinigan Falls on the St. Maurice River bordering upon Lots Nos. 637-1, 637-2, 637-3, 628-1401 and 628-1402 in the Parish of Ste Flore, County of St. Maurice.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected thereby, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Trois-Rivières.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal this 5th day of December, One thousand nine hundred and forty-six.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
H.-G. BUDDEN,
16900-49-4 Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Eastern de Drummondville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 21, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, in the district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
17065 Under Secretary of the Province.

"BELLE-ISLE LUMBER CORP."

Special By-Law No. 25

Increasing number of directors from three to four (to amend the first paragraph of By-Law No. 2 entitled "Directors")

Be it enacted as a By-Law of this company:

A Board of Four (4) directors shall be elected annually from among the shareholders of the Company, each of whom during his tenure of office shall own absolutely in his own right at least one share of the capital stock of the company and shall not be in arrears in respect of any calls thereon.

Certified true copy of Special By-Law No. 25 passed at a Meeting of the Board of Directors held on the 18th day of October, 1946, and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

17066-0 M. SAGER,
Secretary.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF AMQUI COUNTY OF MATAPEDIA

The following bonds, issued under the resolution of the 12th of February, 1940, were drawn by lots:

Nos. 1 and 6; Nos 21 and 32.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er février 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

17067-o Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD DIONNE.

The said bonds will be redeemable on the 1st of February 1947, the date upon which they shall cease to bear interest.

17067-o GÉRARD DIONNE,
Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE D'AUTHIER COMTÉ DE L'ABITIBI

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 4 février 1940, ont été tirées au sort:

Nos: 15, 33, 51 et 61.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er février 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

17068-o Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT DUMAS.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF AUTHIER COUNTY OF ABITIBI

The following bonds, issued under the resolution of the 4th February, 1940, were drawn by lots:

Nos: 15, 33, 51 and 61.

The said bonds will be redeemable on the 1st of February 1947, the date upon which they shall cease to bear interest.

17068-o ALBERT DUMAS,
Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Elcon" Credit Union, en date du 6 novembre 1946, dont le siège social est situé à 7171 Ouimet, Crawford Park, Verdun, comté de Verdun, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 novembre 1946.

17069-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Elcon" Credit Union under date the 6th day of November, 1946, whereof the head office is at 7171 Ouimet, Crawford Park, Verdun, county of Verdun and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th of November, 1946.

17069-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Sanitaire", en date du 25 octobre 1946, dont le siège social est situé à Québec, dans le district de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 décembre 1946.

17070-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Sanitaire", under date the twenty-fifth day of October, 1946, whereof the head office is at Québec, district of Québec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1946.

17070-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

STEWART MACHINE WORKS LIMITED

Règlement N° 4

Un règlement pour changer le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie Stewart Machine Works Limited ce qui suit:

1) Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

2) Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

Je, R. F. Spencer, secrétaire-trésorier de la compagnie Stewart Machine Works Limited, certifie, par les présentes:

a) Que le règlement N° 4 écrit ci-dessus a été décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie Stewart Machine Works Limited dûment convoquée et tenue le vingt-trois novembre 1946:

STEWART MACHINE WORKS LIMITED

By-Law No. 4

By-Law Changing the Number of Directors

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Stewart Machine Works Limited as follows:

1) The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to five.

2) The by-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

I, R. F. Spencer, Secretary-Treasurer of Stewart Machine Works Limited hereby certify:

a) That By-law No. 4 hereinbefore written was enacted at a Directors' Meeting of Stewart Machine Works Limited duly convened and held on the twenty-third of November 1946;

b) Que subséquemment, le vingt-trois novembre 1946 à une assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie Stewart Machine Works Limited dûment convoquée et tenue dans le but de considérer le règlement N° 4, ledit règlement a été confirmé par plus des deux tiers en valeur des actionnaires de ladite compagnie.

Donné à Noranda, ce vingt-six novembre 1946,

(Sceau)

17071

Le Secrétaire-trésorier,
R. F. SPENCER.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Geneviève-de-Batiscan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 décembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

17081-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Mélanie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Mélanie, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

17082-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Pointe Gatineau", en date du 24 novembre 1946, dont le siège social est situé à Pointe Gatineau, comté de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 décembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

17086-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. d'Arthabaska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

17087-o

b) That subsequently, on the twenty-third of November 1946, at a general meeting of the shareholders of the said Stewart Machine Works Limited duly convened and held for the purpose of considering By-law No. 4, the said By-law was confirmed by more than two-thirds in value of the shareholders of the said company.

Given at Noranda, this twenty-sixth of November 1946.

(Seal)

17071-o

R. F. SPENCER,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Geneviève-de-Batiscan," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Geneviève-de-Batiscan, county of Champlain.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

17081

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Mélanie" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Mélanie, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

17082

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Pointe Gatineau" under date the 24th day of November, 1946, whereof the head office is at Pointe Gatineau, county of Hull, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th of December, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

17086

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. d'Arthabaska" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Arthabaska, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

17087

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie United States Steel Export Company, un corps politique et incorporé, dont le siège social est à 30 rue Church, en la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des États-Unis d'Amérique, et dont le bureau principal, dans la province de Québec, est à 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, a, par nouvelle procuration signée et exécutée le 27 novembre 1946, constitué M. Wendell H. Laidley, avocat, dont l'adresse est 2,000, Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, Québec, son agent principal dans ladite Province, en lieu et place de M. Alfred W. Allyn, conformément à la Loi des compagnies à fonds social étrangères.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 16ième jour de décembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17083 JEAN BRUCHÉSI.

"RIALTO INVESTMENT & REALTIES LIMITED"

Règlement N° 23

Un règlement pour modifier le nombre des directeurs

Attendu que par les lettres patentes constituant la compagnie en corporation trois personnes ont été nommées comme directeurs provisoires.

Et attendu qu'il est jugé nécessaire d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence, la compagnie Rialto Investment & Realities Limited, par ses directeurs, décrète ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, modifié de trois à cinq.

Adopté et passé par les directeurs ce 10ième jour de juin 1946.

Le Président,
C. MOSEL.
Le Secrétaire,
M. ELLENBOGEN.
17084

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Champlain", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 décembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Champlain, comté de Champlain.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17088-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Gardes-Malades de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 décembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 1231, rue Demontigny, Est, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17089-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "United States Steel Export Company", a body politic and corporate, whose head office is at 30, Church Street, in the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of America, and whose principal office in the Province of Quebec is at 360, St. James Street West, in the city of Montreal, has, by new Power of Attorney signed and executed of November 27th, 1946, constituted Mr. Wendell H. Laidley, advocate, whose address is 2,000, Aldred Building, 507, Place d'Armes, Montreal, Quebec, its chief agent in the said Province, in the place and stead of Mr. Alfred W. Allyn, for the purposes of the Extra-Provincial Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
17083-o Under Secretary of the Province.

"RIALTO INVESTMENT & REALTIES LIMITED"

By-law No. 23

A by-law altering the number of Directors

Whereas the letters patent incorporating the Company named three persons as provisional directors.

And Whereas it is deemed expedient to increase the number of directors.

Therefore Rialto Investment & Realities Limited, by the Directors thereof enacts as follows:

1. The number of Directors of the Company be and is hereby altered from three to five.

Adopted and Passed by the Directors this 10th day of June, 1946.

C. MOSEL,
President.
M. ELLENBOGEN,
Secretary.
17084-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Champlain" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Champlain, county of Champlain.

JEAN BRUCHÉSI,
17088 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Gardes-Malades de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 1231 Demontigny Street East, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
17089 Under Secretary of the Province.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL
ASSOCIATION

RACHAT D'OBLIGATIONS

Avis est, par les présentes, donné que l'Eastern Townships Agricultural Association, conformément au titre hypothécaire exécuté devant Chénier Picard, notaire, le premier jour de février 1943 et enregistré dans la division de Sherbrooke, dans le Régistre B, vol. 98, numéro 44220, a appelé et appelle, par les présentes, pour achat le premier jour de février 1947 les obligations garanties par ledit titre hypothécaire ayant une valeur totale au pair de \$1,000.00 échéant le premier jour de février 1953 au pair et intérêt couru; à savoir, les obligations numérotées D-27, à \$500.00 et D-33, à \$500.00.

Le montant principal desdites obligations avec l'intérêt sur icelles sera payé le premier jour de février 1947 à la succursale de la rue Wellington de la Banque de Montréal, Sherbrooke, Québec, sur présentation desdites obligations avec tous les coupons attachés, après laquelle date lesdites obligations cesseront de porter intérêt.

Sherbrooke, le 15 décembre 1946.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL
ASSOCIATION,
(Seau) La Secrétaire,
17112-o MARGUERITE ST-PIERRE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Théodore", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Théodore-d'Acton, comté de Bagot.

Le Sous-secrétaire de la Province,
17107-o JEAN BRUCHÉSI.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL
ASSOCIATION

REDEMPTION OF BONDS

Notice is hereby given that "Eastern Townships Agricultural Association" pursuant to the mortgage Deed executed before Chénier Picard, Notary, on the First day of February 1943, and registered in Sherbrooke Division, Register B., Vol. 98, Number 44220, has called and hereby calls for redemption on the first day of February 1947 bonds secured by said Mortgage Deed having a total par value of \$1,000.00 maturing on the First day of February 1953 at par and accrued interest; to wit bonds numbered D-27 for \$500.00 and D-33 for \$500.00.

The principal amount of said bonds with interest thereon will be paid on the first day of February 1947 at the Wellington street Branch of Bank of Montreal, Sherbrooke, Quebec, upon surrender of said bonds with all interest coupons attached, after which date interest will cease to run upon the said bonds.

Sherbrooke, December 15th, 1946.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL
ASSOCIATION,
(Seal) MARGUERITE ST-PIERRE,
17112-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Théodore" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 25, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Théodore-d'Acton, county of Bagot.

JEAN BRUCHÉSI,
17107 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 janvier 1947 et présentés avant le 5 mars 1947, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 22 février 1947 et reçues avant le 27 février 1947, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 19 mars 1947.

Québec, le 19 décembre 1946.

Le Greffier,
17120-51-8-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd January, 1947, and introduced before the 5th March, 1947, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 22nd February, 1947, and received before the 27th February, 1947, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 19th March, 1947.

Quebec, December 19th, 1946.

ANTOINE LEMIEUX,
17120-51-8-o Clerk.

Chartes — Abandons de

MAYOR BUILDING, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Mayor Building, Limited s'adressera au

Charters — Surrenders of

MAYOR BUILDING, LIMITED

Notice is hereby given that Mayor Building, Limited will make application to the Attorney

Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par lesdits Procureur général et ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

Daté à Montréal, ce 18ième jour de décembre 1946.

MAYOR BUILDING, LIMITED
Le Directeur,
R. W. HINDS.
17118

AVIS

RE: ATLAS ROLL LEAF CORPORATION (CANADA)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Atlas Roll Leaf Corporation (Canada) demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 9ième jour de décembre 1946.

Le Président,
FRANK R. COUGHLIN.
17072

AVIS

EAST END EXTENSION COMPANY LIMITED

La compagnie "East End Extension Company Limited" donne, par les présentes, avis public, conformément à la Loi des compagnies de Québec, qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 12 décembre 1946.

La Secrétaire-trésorière,
ANNE E. LITTLE.
17073

General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec under the provisions of the Quebec Companies Act for acceptance of the surrender of its Charter and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montreal this 18th day of December, 1946.

MAYOR BUILDING, LIMITED,
R. W. HINDS,
Director.
17118-o

NOTICE

IN RE: ATLAS ROLL LEAF CORPORATION (CANADA)

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of Section 26 of The Quebec Companies' Act, Atlas Roll Leaf Corporation (Canada) will make application for the acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Montreal, this 9th day of December, 1946.

(Signed) FRANK F. COUGHLIN,
President.
17072-o

NOTICE

EAST END EXTENSION COMPANY LIMITED

"East End Extension Company Limited" hereby gives public notice that, in conformity with the Quebec Companies Act, it will apply for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 12th December 1946.

ANNE E. LITTLE,
Secretary-Treasurer.
17073-o

Commission du Salaire Minimum

AVIS

La Commission du salaire minimum, avant de présenter à la considération du cabinet l'ordonnance d'amendement dont le texte suit, recevra jusqu'au 1er février 1947, à son siège social, 286 rue St-Joseph, Québec, toutes objections à cette ordonnance.

Québec, le 17 décembre 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

1. *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942, et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

Minimum Wage Commission

NOTICE

Before submitting the following Ordinance of amendment for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minimum Wage Commission will receive until the 1st of February 1947, at its head office, 286 Saint-Joseph Street, Quebec, any objection to the present Ordinance.

Québec, December 17, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

Ordinance of amendment.

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended:* Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on the 17th of February, 1942, and amended on the 21st of March, 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 2nd of April 1942 by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

L'article 35 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"35 *Pompiers et policiers*: La semaine normale de travail des pompiers et policiers à l'emploi des corporations municipales est de soixante-douze (72) heures; ces salariés ont droit chaque semaine, à un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives.

Est expressément interdite, dans les zones I et II, toute convention à l'effet

a) d'établir, pour tels salariés, des heures régulières de travail excédant en une semaine soixante-douze (72) heures;

b) de faire travailler ces salariés en une semaine, sauf en cas d'extrême urgence, de plus longues heures que celles ci-haut fixées pour leur semaine normale de travail;

c) de payer à ces salariés leur surtemps, lequel ne peut être fait qu'en cas d'extrême urgence, à un taux inférieur à un dollar (\$1) l'heure et en sus et distinctement du salaire même supérieur à celui établi par les ordonnances de la Commission, payable pour leurs heures régulières de travail;

d) de ne pas accorder chaque semaine, aux dits salariés, un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur trente jours après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Montréal, ce vingt-huitième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIERE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Seau)
Copie conforme,
Le Secrétaire-général,
J.-E. SIMARD

17108-0

Section 35 of the said Ordinance is replaced by the following:

"35. *Firemen and Policemen*: The regular workweek of firemen and policemen working for municipal corporations consists of seventy-two (72) hours; such employees are entitled, each week, to a weekly rest of twenty-four (24) consecutive hours' duration.

Is strictly forbidden, in zones I and II, any agreement to the effect of

a) establishing for such employees regular hours of work exceeding seventy-two (72) hours in one week;

b) having such employees work in one week longer hours than those fixed hereinafore for their regular workweek, except in cases of extreme emergency;

c) paying to such employees for their overtime, which may be worked in cases of extreme emergency only, a lower rate than one dollar per hour, in addition to and separately from the wage even higher than the one fixed by the ordinances of the Commission, payable for their regular hours of work;

d) not granting to the said employees, each week, a weekly rest of twenty-four consecutive hours' duration."

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force thirty days after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Montreal, this twenty-eighth day of the month of November in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIERE, President,
CANDIDE ROCHEFORT, Vice-Président,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy.
J.-E. SIMARD,
General Secretary. * 17108-0

Demandes à la Législature.

Avis est, par les présentes, donné que le Révérend Père Rodolphe Hoult, Révérend Père Arthur Hoult tous deux prêtres de la cité et du District de Montréal et le Révérend Père Georges Cochet, prêtre de la Ville d'Alexandria dans la Province d'Ontario, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de la Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur (The Congregation of the Priests of the Sacred Heart) avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour des fins religieuses, éducationnelles et charitables; la corporation sera gouvernée par la règle de sa congrégation et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera originairement dans la Cité de Montréal.

Montréal, le 26 novembre 1946.

Les Procureurs des pétitionnaires.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.
16800-48-4-0

Avis public est par les présentes donné que Josephine Dickson, de la cité de Hull, dans la province de Québec, enfant mineur de Thomas William Leslie Dickson, dans sa vie de la ville de Buckhurst Hill, dans le comté de Essex, Angleterre, fabricant, et de sa femme, Edna

Applications to Legislature

Notice is hereby given that Reverend Father Rodolphe Hoult, Reverend Father Arthur Hoult both priests of the city and district of Montreal and Reverend Father Georges Cochet, priest of the Town of Alexandria in the Province of Ontario will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for obtaining the incorporation of the Congregation of the Priests of the Sacred Heart (La Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur) with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes; the corporation to be governed by the rule of its congregation and to have the powers to make by-laws; its head office is to be originally in the city of Montreal.

Montreal, November 26th, 1946.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,
Attorneys for the petitioners.

16800-48-4-0

Public notice is hereby given that Josephine Dickson, of the City of Hull, in the Province of Quebec, minor child of the late Thomas William Leslie Dickson, in his lifetime of the Town of Buckhurst Hill, in the County of Essex, England, Manufacturer, and of his wife, Edna Ada

Ada Knight, épouse séparée de propriété de William Fraser Hadley, de la dite cité de Hull, génie civil, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi changeant son nom de famille de Dickson à Hadley et déclarant qu'elle a droit de réclamer tous les avantages et bénéfices auxquels elle aurait eu droit sans ce changement de nom et que tous les droits et obligations qu'elle avait sous son ancien nom vaudront à son profit et lui seront opposables sous ce nouveau nom et que tous les droits et privilèges quelconques qui peuvent être acquis en vertu de la dite loi s'appliqueront à ses enfants et descendants.

Montréal, le 18 novembre, 1946.

Le procureur de la requérante,
16776-48-4-o WILLIAM F. HADLEY.

Knight, wife, separate as to property, of William Fraser Hadley, of the aforesaid City of Hull, Engineer, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing her family name from Dickson to Hadley and declaring that she is entitled to claim all the advantages and benefits to which she would have been entitled without such change of name and that all rights and obligations entered into by her under her former name shall endure to her benefit and be enforceable against her under such new name and that all rights and privileges generally which may be acquired under the said Act shall apply to her children and descendants.

Montreal, November 18th, 1946.

WILLIAM F. HADLEY,
16776-48-4-o Attorney for Applicant.

AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné que l'hôpital "Children's Memorial Hospital" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi déclarant qu'il est le seul et vrai propriétaire du lot 1687 A; de la subdivision 1 de la subdivision 6 du lot 1686 et la subdivision 1 de la subdivision 7 du lot 1686, le tout au plan officiel du cadastre du quartier St. Antoine, cité de Montréal, libres et sans droits de passage.

Montréal, 27 novembre 1946.

CHILDREN'S MEMORIAL HOSPITAL,
Par le Trésorier honoraire,
16888-49-4 E.-A. MACKENZIE.

Notice is hereby given that the Children's Memorial Hospital will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act declaring that it is the sole and true owner of Lot 1687A; subdivision 1 of subdivision 6 of Lot 1686; and subdivision 1 of subdivision 7 of Lot 1686 all on the Official Plan of the Cadastre of St. Antoine Ward, City of Montreal, free and clear of all rights of passage.

Montreal, November 27th, 1946.

CHILDREN'S MEMORIAL HOSPITAL,
Per: E.-A. MACKENZIE,
16888-49-4-o Honorary Treasurer.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que Mercier Brosseau, de la ville LaSalle, district de Montréal, province de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre ledit Mercier Brosseau à l'étude de la profession de notaire à compter du neuf juillet, 1946, et à régulariser son brevet de cléricature.

Montréal, le 4 décembre, 1946.

Le Procureur du requérant.
16920-49-4-o JOHN G. PORTEOUS, C. R.

Notice is hereby given that Mercier Brosseau of the Town of LaSalle, District of Montreal, Province of Quebec, law student, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit the said Mercier Brosseau to the study of the notarial profession as of July 9th, 1946, and to regularize his indentureship.

Montreal, December 4th, 1946.

JOHN G. PORTEOUS, K. C.,
16920-49-4-o Attorney for Applicant.

NOTICE

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la Charte de la Cité de Hull aux fins suivantes: pour autoriser la Cité à acquérir de gré à gré ou par expropriation le réseau de distribution électrique opéré dans les limites de la Cité par la Compagnie Ottawa Light Heat and Power, ainsi que tous les biens meubles et immeubles appartenant à ladite Compagnie et servant à l'exploitation dudit réseau avec en outre l'autorisation d'acquérir les biens meubles et immeubles situés en dehors de la cité et servant à l'exploitation dudit réseau; pour autoriser la Cité à soumettre, par règlement, telle acquisition au vote des électeurs propriétaires de la Cité; pour autoriser la Cité à emprunter par débentures les sommes nécessaires pour ladite acquisition; pour autoriser la Cité à former une Commission pour l'opération, l'administration et l'exploitation dudit système électrique; pour autoriser la Cité à transporter à ladite

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter for the following purposes: to authorize the City to acquire by consent or by expropriation the electrical distribution system operated within the limits of the City by the Ottawa Light Heat and Power Company, with also all the moveables and immoveables belonging to said Company and being used for the operation of said system, with also the authorization to acquire the moveables and immoveables situated outside the limits of the City and being used for the operation of said system; to authorize the City to submit, by by-law, said acquisition to the vote of the electors owners of the City; to authorize the City to borrow by debentures the necessary amount for said acquisition; to constitute a Board for the operation of said municipal system of electrical distribution; to transfer to said Board its own electrical system for admi-

Commission, pour fins d'administration, opération et exploitation ledit réseau de ladite Ottawa Light Heat and Power, ainsi que son propre système d'électricité comprenant son système d'éclairage et d'alarmes; pour autoriser la Cité à déterminer les pouvoirs et devoirs des membres de ladite Commission et pourvoir à leur rémunération.

Hull, le 29 novembre, 1946.

Le Maire de la Cité,

R. BRUNET.

Le Greffier de la Cité,

H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné.

Les Procureurs de la Cité de Hull.

16921-49-4-o STE-MARIE & STE-MARIE.

nistration and operation, including its electrical lighting system and its alarm system; to determine the powers of the members of said Board and to provide for their remuneration.

Hull, November 29, 1946.

R. BRUNET,

Mayor.

H. LÉON LEBLANC,

City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,

16921-49-4-o Attorneys for the City of Hull.

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montreal.

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande à la Législature de la province de Québec sera faite à la première session de 1947 pour modifier les dernières volontés et testament de feu James McCready ainsi que la législation subséquente s'y rapportant, en vue d'obtenir plus d'assistance pour les petits-neveux et petites nièces dudit feu James McCready, ses légataires universels, actuellement vivants, à savoir: William Mulligan, Leonard Mulligan, Wilburt Stuart, Redmond Langan, George Langan, Margaret Victoria Langan Mill, épouse séparée de biens de John David Mill, Frederick Langan et Edward Langan.

Montréal, 4-décembre 1946.

Le Procureur des requérants,

16922-49-4 THOMAS J. COONAN, JR.

Public Notice is hereby given that application to the Legislature of the Province of Quebec will be made at the first Session of 1947 to modify the Last Will and Testament of the late James McCready and subsequent legislation dealing therewith, for the further relief of the grand-nephews and the grand-nieces of the said late James McCready, his universal legatees, presently alive, namely: William Mulligan, Leonard Mulligan, Wilburt Stuart, Redmond Langan, George Langan, Margaret Victoria Langan Mill, wife separate as to property of John David Mill, Frederick Langan and Edward Langan.

Montreal, December 4, 1946.

THOMAS J. COONAN, JR.

16922-49-4-o Attorney for the Applicants.

Avis public est donné par les présentes que la Ville de Farnham s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 2 Geo. V, chapitre 67, et amendement, sur les matières suivantes: avis d'assignation pour contraventions aux règlements de circulation; licences pour bicyclettes; abrogation de l'article 44 de sa charte, concernant la juridiction et règlement de constructions; autorisation de prohiber la construction d'escaliers extérieurs, de fixer le coût minimum des bâtisses sur certaines rues, d'emprunter pour acquérir ou construire immeuble pour fins municipales ou industrielles; contrôle des permis des chauffeurs de taxis récidivistes; taxe de commerce sur les distributeurs et jeux mécaniques, et phonographes; examen médical des employés d'hôtels, restaurants et autres établissements, et pour autres fins.

Farnham, le 4 décembre, 1946.

Le Procureur de la requérante,

16982-50-4-o GÉRARD ALLY.

Public notice is hereby given that the Town of Farnham will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, Act 2 Geo. V, chapter 67, and amendment, to secure new powers on following matters: notice of summons for traffic offense; licence for bicycles; abrogation of article 44 of its charter, concerning jurisdiction and building By-laws; authorisation to prohibit building of outside stairs, determine the minimum costs of buildings on certain streets, borrow for the purchasing or erecting of an industrial or municipal establishment; control of permits in case of recidivists by taxi drivers; commercial tax on mechanic vending and gambling machines, and on music boxes; medical examination of hotel, restaurant and other establishments employees, and for other purposes.

Farnham, december 4th, 1946.

GÉRARD ALLY,

16982-50-4-o Solicitor for the Applicant.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est, par les présentes donné, que Uldéric Ménard, comptable, et Colette Noël son épouse, tous deux domiciliés en la Cité de Sherbrooke, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de valider tant pour le passé que pour l'avenir, l'adoption de leur fils connu sous le nom de Joseph Jacques Alcide Ménard, et obtenir la confirmation du nom dudit Joseph Jacques Alcide Ménard.

Sherbrooke, ce 11 décembre 1946.

Les Procureurs des pétitionnaires,

17075-51-4-o LEBLANC & DELORME.

Public notice is, hereby given, that Uldéric Ménard, accountant, and Colette Noël his wife, both domiciled in the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to legalize for the past and, for the future, the adoption of their son known under the name of Joseph Jacques Alcide Ménard, and to obtain the confirmation of the said name of the said Joseph Jacques Alcide Ménard.

Sherbrooke, December 11th 1946.

LEBLANC & DELORME,

17075-51-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que les Syndics de la paroisse de St-Patrice de Rawdon, dans le diocèse de Joliette, comté de Montcalm, district de Joliette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes: autoriser la Fabrique à payer aux syndics une somme de \$25,000 et à leur payer ensuite chaque année le surplus de son revenu; autoriser les syndics à prélever, pendant une période de quarante ans, de scotisations aux fins de la construction d'une église et d'une sacristie; modifier et au besoin préparer un rôle d'évaluation, et autres fins.

Daté à Joliette, ce quatorzième jour de décembre 1946.

Le Procureur des Pétitionnaires,
17074-51-4-o GUY GUIBAULT.

Notice is hereby given that the Trustees of the Parish of St. Patrice de Rawdon, in the diocese of Joliette, county of Montcalm, district of Joliette, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: to authorize the Fabrique to pay to the Trustees the sum of \$25,000.00 and to pay them thereafter, each year, the surplus of its income; to authorize the trustees to levy, during a period of forty years, assessments for the erection of a church and sacristy; to amend, and, if need be, prepare a valuation roll, and for all other purposes.

Dated at Joliette, this fourteenth day of December nineteen hundred and forty-six.

GUY GUIBAULT,
17074-51-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la Municipalité de Pont-Viau s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi la constituant en municipalité de ville sujette aux dispositions du chapitre 233 des Statuts Refondus de la Province de Québec de 1941, sauf quelques dispositions exceptionnelles, et aux fins de ratifier quelques articles des règlements Nos 30, 39, 42 et 60 actuellement en force dans la Municipalité de Pont-Viau et se rapportant aux égouts et aux fins de rendre ledit chapitre 233 applicable auxdits règlements avec effet rétroactif à la date de l'adoption desdits règlements.

Montréal, le 18 décembre 1946.

Les Procureurs de la requérante,
17090-51-4-o JEAN ET TAILLEFER.

Public Notice is hereby given that the Corporation of the Municipality of Pont-Viau will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an act incorporating it as a municipality of town subject to the provisions of the revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, Chapter 233, saving a few exceptional provisions, and ratifying some sections of by-laws Nos 30, 39, 42 and 60 actually in force in the Municipality of Pont-Viau and concerning sewers and to render those by-laws subjected to the said Chapter 233 retroactively to the date of the passing of the said by-laws.

Montreal, December 18th, 1946.

JEAN ET TAILLEFER,
17090-51-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que la Ville St-Laurent s'adressera à la législature de la Province de Québec à la prochaine session, aux fins suivantes:

1) Annexer de nouveaux territoires, savoir: tout le territoire formé par une partie ou par la totalité des lots suivants: 43, 237, P.252, 475 et tout ce terrain limité comme suit: au nord par la voie actuelle du C.N.R., au sud-est et au sud-ouest par les limites actuelles de la Ville St-Laurent, tout ce territoire formant partie des Plan et Livre de Renvoi Officiels de la paroisse St-Laurent. 2) Exproprier un terrain dont le numéro de cadastre est 468, 657-658 des Plan et Livre de Renvoi Officiels de la paroisse St. Laurent et les immeubles qui s'y trouvent. 3) Ratifier, quant aux formalités, une vente pour non-paiement de taxes faite par le greffier le 12 mai 1941, enregistrée à Montréal sous le numéro 527, 509. 4) Obtenir des pouvoirs additionnels sur les matières suivantes: modifier les modes d'emprunt; régler, limiter, prohiber et taxer les lieux d'amusement, les taxis, les cirques et les carrousels; rendre obligatoire la pasteurisation du lait; réunir les taxes de locataires, d'eau, d'enlèvement de vidanges et de la neige pour fins de perception et en rendre les propriétaires responsables. 5) Autoriser le paiement d'une pension viagère au recorder. 6) Prendre à sa charge l'entretien des fossés verbalisés. 7) Suspendre l'article 575 de la loi des Cités et Villes depuis le 6 juin 1927. 8) Nommer un directeur des finances et en déterminer les attributions. 9) Amender l'article 426 de la loi des Cités et Villes, paragraphe 1, et en suspendre les effets.

Montréal, le 16 décembre 1946.

Les Procureurs de Ville St-Laurent,
HENRI S. BEAULIEU,
17091-51-4-o ROBERT HODGE.

Notice is hereby given that Ville St. Laurent will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for the following purposes:

1) To annex territories, to wit: all the land included in whole or in part, in the following lots: 43, 237, P. 252, 475, and all the land confined as follows: to the north by the existing C.N.R. tracks, to the south-east and the south-west by the existing boundary lines of Ville St. Laurent, said land designated in its entirety in the official Plans and Books of reference of the Parish of St. Laurent. 2) To expropriate a piece of land of cadastral number 468, 657-658 of the official Plans and Books of reference of the Parish of St. Laurent, and all the buildings thereon. 3) To ratify, in so far as formalities are concerned, a sale for non-payment of taxes effected by the clerk on May 12th 1941, registered in Montreal under No. 527,509. 4) To obtain additional powers regarding the following matters: modify the modalities of contracting loans; to make regulations for, to limit the number of, to prohibit and to tax centers of public entertainment, taxicabs, circuses and merry-go-round; to enforce compulsory milk pasteurization; to combine lessees', water, garbage and snow removal taxes in so far as perception is concerned and to render landlords liable for them. 5) To authorize payment of a life-pension to the present recorder. 6) To assume the care of ditches created by "procès-verbal". 7) To suspend article 575 of the cities and towns Act since June sixth 1927. 8) To appoint a finance director and to determine his attributions. 9) To amend article 426 of the Cities and Towns Act, paragraph 1 and to suspend its effects.

Montreal, December 16th 1946.

HENRI S. BEAULIEU, ROBERT HODGE,
17091-51-4-o Attorneys for Ville St-Laurent.

Avis est, par les présentes donné que La Corporation Municipale du Village de Saint-Bruno, et la Corporation Municipale de la Paroisse de Saint-Bruno, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi Spéciale aux fins suivantes: légaliser, adopter, ratifier, approuver, autoriser et confirmer a) Les Règlements Numéros soixante-neuf et soixante-dix (Nos 69 et 70) de la dite Corporation Municipale du Village de Saint-Bruno, et b) Les règlements numéros quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-six (Nos 85 et 86) de ladite Corporation Municipale de la Paroisse de Saint-Bruno: Lesquels Règlements décrètent, statuent et décident, en substance, ce qui suit à savoir: a) L'achat et l'exploitation, en société, d'un système complet d'aqueduc, propriété actuelle, de la Corporation Municipale du Village d'Hébertville-Station, et desservant les contribuables des pétitionnaires; b) Certaines dépenses pour la perfection de quelques travaux encore en cour, l'organisation définitive et parfaite; c) Le pourvoi à l'établissement de taux ou compensations pour le service d'eau; d) L'emprunt aux fins précitées, d'une somme totale de \$84,000.00, dont \$34,000.00 par le Village et \$50,000.00 par la Paroisse de Saint-Bruno; e) La formation et la réglementation d'une société entre lesdites Municipalités de la Paroisse et du Village de Saint-Bruno, aux fins précitées.

Saint-Joseph d'Alma, 16 décembre 1946.

La Corporation Municipale du Village de Saint-Bruno:

Par: Le Maire,
THÉOPHILE BOUCHARD,
Le Secrétaire,
JOSEPH-LS TREMBLAY.

Spécialement autorisés.

La Corporation Municipale de la Paroisse de Saint-Bruno.

Par: Le Maire,
JONNY TREMBLAY,
Le Secrétaire,
JOSEPH-LS TREMBLAY.

Spécialement autorisés.

Contresigné par:

Le Procureur spécialement autorisé.
17097-51-4-o J.-VICTORIEN TREMBLAY.
avocat, C.R.

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of Saint-Bruno, and the Municipal Corporation of the Parish of Saint-Bruno, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of a special Act for the following purposes: to legalize, adopt, ratify, approve, authorize and confirm a) By-laws numbers sixty-nine and seventy (Nos. 69 and 70) of the said Municipal Corporation of the Village of Saint-Bruno, and b) By-laws numbers eighty-five and eighty-six (Nos. 85 and 86) of the said Municipal Corporation of the Parish of Saint-Bruno: Which said By-laws enact, order and declare, in substance, as follows, to wit: a) The purchase and operation, in partnership, of a complete water-works system, the actual property of the Municipal Corporation of the Village of Hébertville-Station, and serving the taxpayers of the petitioners; b) Certain expenses for the completion of certain works already underway, definite and final organization of same; c) The power to fix rates or fees for water service; d) the borrowing, for the aforesaid purposes, of a total amount of \$84,000, of which \$34,000 by the Village and \$50,000 by the parish of Saint-Bruno; e) The formation and regulation of a partnership between the said Municipalities of the Parish and of the Village of Saint-Bruno, for the purposes aforesaid.

Saint-Joseph d'Alma, December 16, 1946.

The Municipal Corporation of the Village of Saint-Bruno:

Per: THÉOPHILE BOUCHARD,
Mayor.
JOSEPH-LS TREMBLAY,
Secretary.

Specially authorized.

The Municipal Corporation of the Parish of Saint-Bruno;

Per: JONNY TREMBLAY,
Mayor.
JOSEPH-LS TREMBLAY,
Secretary;

Specially authorized.

Countersigned by:

J. VICTORIEN TREMBLAY, advocate,
K.C.
17097-51-4 Specially authorized Attorney.

AMENDEMENTS À LA CHARTE

Avis est, par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1.— Pour déterminer l'évaluation municipale de la propriété de la Cité de Montréal dans Verdun;

2.— Pour prolonger le terme du présent contrat avec la Cité de Montréal pour la fourniture de l'eau;

3.— Pour reviser le contrat avec la Compagnie des Tramways de Montréal;

4.— Pour réglementer et imposer une taxe ou licence aux propriétaires de postes de stationnement pour autotaxis et réglementer le nombre d'autotaxis;

5.— Pour établir que les rémunérations annuelles payables au Maire et aux Échevins soient considérées comme dépenses de représentation;

6.— Pour abroger un amendement antérieur — 3 Geo. VI, Chap. 106, Sec. 10 — concernant les panneaux-réclames, etc.

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain amendments to its charter on the following matters:

1.— To determine the municipal valuation of the property of the City of Montreal in Verdun.

2.— To prolong the term of the present contract for the supply of water by the City of Montreal.

3.— To revise the contract with the Montreal Tramways Company.

4.— To regulate and impose a tax or licence on taxistands and regulate the number of taxicabs.

5.— To establish that the annual indemnities payable to the Mayor and the Aldermen shall be considered as expenses of representation.

6.— To repeal a previous amendment — 3 Geo. VI, Chap. 106, Section 10 — concerning signboards, etc.

7.— Pour amender le paragraphe 27 de la section 429 de la Loi des Cités et Villes concernant les bicyclettes;

8.— Pour imposer une taxe, licence ou permis sur les pompes à essence.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P. Q., ce 19ème jour de décembre 1946.

Le Conseil juridique de la Cité,
17092-51-4-o FRS. FAUTEUX.

7.— To amend paragraph 27 of section 429 of the Cities and Towns Act concerning bicycles.

8.— To impose a tax, license or permit on gasoline pumps.

Given at the City Hall, Verdun, P. Q., this 19th of December 1946.

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.
17092-51-4-o

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Beurrerie Coopérative de Gracefield" en celui de "Société Coopérative Agricole de Gracefield".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Beurrerie Coopérative de Gracefield, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la Gazette officielle de Québec, le 15 avril 1939, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Société Coopérative Agricole de Gracefield".

Québec, ce dix-septième jour de décembre 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
17124-o JULES SIMARD.

Notice of change of name of "Beurrerie Coopérative de Gracefield" to that of "Société Coopérative Agricole de Gracefield".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the Board of Directors of the "Beurrerie Coopérative de Gracefield", a cooperative association incorporated under the authority of Cooperative Agricultural Associations Act and the notice of formation whereof was published in the *Quebec Official Gazette* of April 15, 1939, to change the name of said cooperative association to that of "Société Coopérative Agricole de Gracefield".

Quebec, this seventeenth day of December, 1946.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.
17124

Département de l'Instruction publique

N° 656-41.

Quebec, le 13 décembre 1946.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Dubuisson, dans le comté de l'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé, savoir: les lots 1 à 30 inclusivement du rang VII du Canton Dubuisson ainsi que le territoire du canton de Fournière situé au sud de la Petite Rivière Picher à l'est du lac Fournière.

Le Surintendant,
17076-51-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 656-41.

Quebec, December 13, 1946.

Application is made to annex to the school municipality of Dubuisson, in the county of Abitibi-East, the territory hereinafter described, which has not as yet been organized, to wit: Lots 1 to 30 inclusively of range VII of the Township Dubuisson, and also that territory of the township Fournière situate south of the "Petite Rivière Picher" east of Lake Fournière.

J.-P. LABARRE,
Superintendent.
17076-51-2

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel canton de Garthby
(Maintenant partie du village de Disraeli)
Division d'enregistrement de Wolfe.

Avis est par la présente donné que le lot 30-A Rang VI est annulé et les lots 30-B et 30-C Rang VI sont amendés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 novembre 1946.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
17077-o AVILA BEDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg
Division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que les lots 708-1-A, 708-30 et 708-40 sont annulés et les

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Garthby
(Now Part of the Village of Disraeli)
Registration Division of Wolfe.

Notice is hereby given that lot 30-A Range VI is cancelled and lots 30-B and 30-C Range VI are amended, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, November the 25th, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BEDARD,
Deputy Minister.
17077-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Charlesbourg
Registration Division of Québec

Notice is hereby given that lots 708-1-A, 708-30 and 708-40 are cancelled and lots 708-2

lots 708-2 à 708-29, 708-31 à 708-39 et 708-41 sont corrigés conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 11 décembre 1946.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

17122-o

AVIS

Cadastre officiel Canton de Ditchfield, Rang I,
Village Agnès
Division d'enregistrement de Frontenac

Avis est par la présente donné que les lots 2-44 à 2-57, 2-65 à 2-89, 2-121 à 2-172, 2-217 à 2-236, 3-8 à 3-37, 3-47 à 3-160 partie des lots 3-38 à 3-46, 3-189, partie des rues Railway, Angers, Genest, Hull, St-Philippe, Auguste et Bignell et partie d'une rue sans nom, sont annulés et remplacés par les lots 2-B et 3-B Rang I, conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 13 novembre 1946.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

17123-o

to 708-29, 708-31 to 707-39, and 708-41 are corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 11th, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

17122-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Ditchfield,
Range I, Village Agnès
Registration Division of Frontenac.

Notice is hereby given that lots 2-44 to 2-57, 2-65 to 2-89, 2-121 to 2-172, 2-217 to 2-236, 3-8 to 3-37, 3-47 to 3-160, part of lots 3-38 to 3-46, 3-189, part of Railway, Angers, Genest, Hull, St-Philippe, Auguste and Bignell Streets and part of an unnamed street, are cancelled and replaced by lots 2-B and 3-B Range I in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 13th, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

17123-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 305, du 23 février 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5009 du 12 décembre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$22.70 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1-2 de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, formed under decree No. 305, of February 23, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5009, of December 12, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from January 1st, 1947, to January 1st, 1948; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$22.70 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent

semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1947 et le 1er janvier 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET DISTRIBUTEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1947 et le 1er janvier 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$400.00
Artisans	20.00
Salariés	400.00
Divers: Honoraires d'examens, etc.	20.00
	\$840.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$ 60.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	350.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité	180.00
Loyer du bureau et téléphone	120.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	20.00
Papeterie	35.00
Dépenses de voyages, ameublement, etc.	25.00
	\$840.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 décembre 1946. 17115-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement

to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, for the period comprised between January 1st, 1947, and January 1st, 1948.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BAKERS AND BREAD DISTRIBUTORS OF THREE-RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1947, and January 1st, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$400.00
Employees	400.00
Artisans	20.00
Miscellaneous: examination fees, etc.	20.00
	\$840.00

Expenses:

Salary of the secretary	\$ 60.00
Inspector: salary and travelling expenses	\$350.00
Travelling and other expenses of the members of the committee	180.00
Office rent and telephone	120.00
Legal charges	50.00
Auditing of books	20.00
Stationery	35.00
Travelling expenses, furniture, etc.	25.00
	\$840.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 21, 1946. 17115-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties, formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number

approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5009 du 12 décembre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 décembre 1946 au 18 décembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$22.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$30.00 au cours de la semaine, pour les barbiers ou coiffeurs, et de \$12.00 par semaine pour les coiffeuses (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 18 décembre 1947.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS
BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES
COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION
ET MONTCALM.

État des recettes et des dépenses probables
pour la période comprise entre le 18 décembre
1946, et le 18 décembre 1947.

Recettes

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels \$ 200.00

1. Assessments

The period of levy extends from December 18, 1946, to December 18, 1947; such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the list of wages, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master-barbers, hairdressers — male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based on the amount of \$22.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$30.00 in a week for barbers and hairdressers, and on \$12.00 per week in the case of female hairdressers. (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 18th, 1947.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between December 18th, 1946 and
December 18th, 1947.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers \$ 200.00

Artisans	800.00
Salariés.	200.00
	\$ 1,200.00
<i>Déboursés</i>	
Salaire de l'inspecteur	\$ 520.00
Frais de voyage de l'inspecteur	300.00
Frais de déplacement des membres du Comité paritaire	140.00
Frais de bureau.	120.00
Frais de vérification.	20.00
Frais judiciaires	100.00
	\$ 1,200.00

Artisans	800.00
Employees.	200.00
	\$ 1,200.00
<i>Disbursements:</i>	
Inspector's salary.	\$ 520.00
Inspector's travelling expenses	300.00
Committee members' travelling ex- penses.	140.00
Office expenses	120.00
Audition fees.	20.00
Legal charges.	100.00
	\$ 1,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 décembre 1946. 17114-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 522, du 5 février 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5009 du 12 décembre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils paient à leurs salariés.
- Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.65 de l'heure.
- Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, December 21, 1946. 17114-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers, formed under decree No. 522, of February 5, 1940 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5009 of December 12, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from January 1st, 1947, to January 1st, 1948; it shall be laid in the following manner:

- The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.
- The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeymen receiving the lowest pay, namely \$0.65 per hour.
- The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report

rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1947 et le 1er janvier 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DE
TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT
Siège social: Trois-Rivières, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1947 et le 1er janvier 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeur professionnels.....	\$ 980.00
Artisans.....	40.00
Salariés.....	980.00
	\$2,000.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 60.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité.....	396.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	600.00
Loyer du bureau et téléphone.....	144.00
Frais légaux.....	100.00
Vérification des livres.....	20.00
Papeterie.....	50.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	630.00
	\$2,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 décembre 1946. 17116-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel lui a présenté une requête à l'effet de ne plus traiter comme parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, les employeurs dont les noms suivent:

"Charles-Hector Pélouquin, J.-Léon Guilbault, Georges-Étienne Caya, Dominique Nadeau."

L'honorable Ministre donne aussi avis que les employeurs dont les noms suivent lui ont présenté une requête à l'effet d'être traités comme parties contractantes de première part:

"Napoléon Rancourt, Pierre Labrie, Charbonneau & Pélouquin, Richelieu Painting Enrg, Elzéar Cournoyer, Richard Gonneville Enrg, Sorel Mill & Builders Supply Limited."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre lesdites requêtes.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 décembre 1946. 17109-0

covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period comprised between January 1, 1947, and January 1, 1948.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS
OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS
Corporate seat: Three Rivers.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1947, and January 1, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$ 980.00
Artisans.....	40.00
Employees.....	980.00
	\$2,000.00

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 60.00
Travelling and other expenses of the members of the committee.....	396.00
Inspector, salary and travelling expenses.....	600.00
Office rent and telephone.....	144.00
Legal charges.....	100.00
Audition of books.....	20.00
Stationery.....	50.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	630.00
	\$2,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 21, 1946. 17116

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of Building Trades of Sorel has submitted to him a request for the purpose of no longer treating as contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, the employers whose names follow:

"Charles-Hector Pélouquin, J.-Léon Guilbault, Georges-Étienne Caya, Dominique Nadeau."

The Honourable Minister also gives notice that the following employers have submitted to him a request to be treated as contracting parties of the first part:

"Napoléon Rancourt, Pierre Labrie, Charbonneau & Pélouquin, Richelieu Painting Enrg, Elzéar Cournoyer, Richard Gonneville Enrg, Sorel Mill & Builders Supply Limited."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said requests which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 21, 1946. 17109-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les employeurs ci-après mentionnés, à l'effet d'être acceptés comme parties co-contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 2202, du 8 juin 1945 et amendements.

Canada Envelope Company, 939 Busby St., Montréal, Montreal Envelope Co. Limited, 110 St. Peter St., Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre l'approbation de la dite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 décembre 1946. 17110-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), he has received a request from the hereinafter mentioned employers who desire to be accepted as co-contracting parties to the collective labour agreement relating to the manufacturing of paper boxes in the Province, rendered obligatory by Decree No. 2202 of the 8th of June 1945 and amendments.

Canada Envelope Company, 939 Busby St., Montreal, Montreal Envelope Co. Limited, 110 St. Peter St., Montreal.

During the thirty days following the publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which may be made by the interested parties against the approval of the present request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 21, 1946. 17110-0

Liquidation, avis de

MAYOR BUILDING, LIMITED

Extrait du règlement "D"

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires et qu'elle n'a pas de dettes ou obligations et aucun bien, il a été décrété que les affaires de la compagnie soient liquidées et qu'une demande soit faite par la compagnie, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Passé à Montréal par les directeurs, ce 5ième jour de décembre 1946.

MAYOR BUILDING, LIMITED,
Le Directeur,
R. W. HINDS.

17119

Winding up Notice

MAYOR BUILDING, LIMITED

Summary of By-law "D"

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations and no assets, it was enacted that the affairs of the Company be wound up and that application be made by the Company under the Quebec Companies Act for leave to surrender its Charter.

Passed at Montreal, the 5th day of December, 1946, by the Directors.

MAYOR BUILDING, LIMITED,
R. W. HINDS,
Director.

17119-0

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU Que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le douze février prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec:
GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Québec for the dispatch of business. We hereby convene you for the TWELFTH day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the

et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-six et le Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,

17121-51-8-0

ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de St-André-Avellin soit détaché et annexé à la municipalité du village de St-André-Avellin, comté de Papineau;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 décembre 1946, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de la Petite Nation, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-André-Avellin, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-André-Avellin, les lots originaires 353, 354, 355, 410 à 422 inclusivement, y compris toutes leurs subdivisions où qu'elles se trouvent et dont les limites se décrivent comme suit: partant du point d'intersection de la rive gauche ou rive nord-est de la rivière Petite-Nation avec la ligne séparative des lots 421 et 423A; de là, toujours en référence au même cadastre, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la dite ligne séparative des lots 421 et 423-A, se prolongeant entre les lots 422 et 423-B et à travers le chemin Ste-Julie nord-ouest, la ligne sud-est du lot 423A faisant le côté nord-ouest d'un chemin public, la ligne séparant le lot 561 des lots 422, 418 et 415, la ligne séparative des lots 561 et 413, la ligne séparant le lot 562 des lots 410 et 411, le côté nord du chemin Ste-Julie Est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 355 et 356, le dit prolongement et la dite

Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michel and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province

At Our Government House, in Our City of Quebec, this NINETEENTH day of the month of DECEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery

17121-51-8-0

at Quebec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of the parish of St-André-Avellin, be detached and annexed to the municipality of the village of St-André-Avellin, county of Papineau;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated December 12, 1946, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the Seigniorie of La Petite Nation, actually forming part of the municipality of the parish of Saint-André-Avellin, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Saint-André-Avellin, the original lots 353, 354, 355, 410 to 422 inclusively, including all their subdivisions wherever situate, and whereof the limits are described as follows: starting from the point of intersection of the left bank or north-east bank of the Petite-Nation river with the division line of lots 421 and 423A; thence, always with reference to the same cadastre, passing by the following lines and demarcations, successively: the said division line of lots 421 and 423A, extending between lots 422 and 423B and across the Ste-Julie road northwest, the southeast line of lot 423A forming the northwest side of a public road, the line separating lot 561 from lots 422, 418 and 415, the division line of lots 561 and 413, the line separating lot 562 from lots 410 and 411, the north side of the Ste-Julie road East, to prolongation of the division line of lots 355 and 356, the said prolongation and the said line extended as far as the axis of the Petite-Nation

ligne prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Petite Nation, le dit axe jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 421 et 423A et ce dernier prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de St-André-Avellin et sera annexé à la municipalité du village de St-André-Avellin, comté de Papineau, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

17094-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS.

{ ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil et du paragraphe 1a de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi d'une partie du Quartier numéro 1, cité de Hull, dans la division d'enregistrement de Hull, et comprenant tous les lots du dit Quartier numéro 1, situés au nord de la rue Montcalm;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Hull;

ATTENDU que sous l'autorité de l'article 3, paragraphe 1c de la Loi 21 George V, chapitre 104, il y a maintenant lieu d'émettre une proclamation:

A) pour annoncer le dépôt de ces plan et livre de renvoi;

river, the said axis to the prolongation of the division line of lots 421 and 423A and this latter prolongation as far as the starting point; the said territory together with the roads, streets, lanes or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of the parish of St-André-Avellin and to be annexed to the municipality of the village of St-André-Avellin, county of Papineau, such annexation to take effect as from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in accordance with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, be to hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Thirteenth day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

17094

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

{ WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code and of paragraph 1a of section 3 of the Act 21 George V, chapter 104, a plan and book of reference of part of Ward number 1, city of Hull, in the Registration Division of Hull, and comprising all the lots of said Ward number 1, situate North of Montcalm street;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS exact copies of said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Hull;

WHEREAS under authority of section 3 paragraph 1c of the Act 21 George V, chapter 104, it is now expedient to issue a proclamation:

A) To announce the filing of said plan and book of reference;

B) pour ordonner que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés aux dits plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans cette proclamation ;

C) pour informer que toute personne qui ne sera pas conformée aux dispositions ci-dessus mentionnées perdra son rang ou priorité d'hypothèque ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 octobre 1946 portant le numéro 4080, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil et du paragraphe 1a de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104,

Nous donnons avis qu'une copie du plan et du livre de renvoi d'une partie du Quartier numéro 1, cité de Hull, dans la division d'enregistrement de Hull, et comprenant tous les lots du dit Quartier numéro 1, situés au nord de la rue Montcalm, déposée au bureau du ministre des terres et forêts, a été expédiée au registraire de la division d'enregistrement de Hull, et

Nous ordonnons que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés aux dits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tous les terrains ainsi subdivisés, soient renouvelées dans le délai d'un an à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* et que, à défaut de faire tel renouvellement, toutes personnes qui ne se sera pas conformée à la présente ordonnance perdra son rang ou priorité d'hypothèque.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec ;

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
17093-o JEAN BRUCHÉSI.

B) To order that all hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided, be renewed within a delay of one year from the day fixed in such proclamation.

C) To inform any person who has not conformed to the provisions hereinabove mentioned that he will lose rank or priority of hypothec ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 10, 1946, bearing number 4080, and in conformity with the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code and of paragraph 1a of section 3 of the Act 21 George V, chapter 104.

We give notice that a copy of the plan and book of reference of a part of Ward number 1 of the city of Hull, in the Registration Division of Hull, and comprising all the lots of said Ward number 1, situate North of Montcalm street, filed in the office of the Department of Lands and Forests has been sent to the Registrar of the Registration of Hull, and

We order that all hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided, be renewed within a delay of one year from and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* and that in default of such renewal, any person who has not conformed with the present order shall lose his rank or priority of hypothec.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed :

WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the eleventh year of Our Reign.

By command.

17093 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que la Compagnie "Distillerie Montmorency Distillery, Inc." constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 23 janvier 1945, ayant son bureau principal à Québec, dans le District de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 309 Boulevard Charest, au deuxième étage, l'a transporté à 65 rue Ste-Anne, Cité et District de Québec, au sixième étage.

Québec, 6 décembre 1946.
Le Secrétaire,
17125-o JEAN-PAUL ST-LAURENT.

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Distillerie Montmorency Distillery, Inc.", incorporated by letters patent, dated January 23, 1945, having its head office at Québec, district of Québec, where its office was situate to date at 309 Boulevard Charest, second floor, has moved it to 65 St. Ann Street, city and district of Québec, sixth floor.

Québec, December 6, 1946.
JEAN-PAUL ST-LAURENT,
Secretary.

Province de Québec — District de Montréal

A. ROZON LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "A. Rozon Limitée", un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du dix-huitième jour de novembre 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce deuxième jour de décembre mil neuf cent quarante-six.

(Seau)
17078

Le Secrétaire,
RALPH C. TEES.

Province of Quebec — District of Montreal

A. ROZON LIMITÉE

Notice is hereby given that "A. Rozon Limitée", a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 18th day of November, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 614 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this Second day of December, Nineteen hundred and forty-six.

(Seal)
17078-o

RALPH C. TEES,
Secretary.

AVIS

Avis vous est par les présentes donné que "Les Tabacs Lamarche Limitée" a établi son bureau d'affaires à Québec, dans la cité de Québec, au numéro 129 de la rue St-Paul.

Québec, ce 7 novembre 1946.

Les Procureurs de la compagnie,
17085-o BOISVERT & CORRIVEAU.

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Tabacs Lamarche Limitée" has established its business office at Québec, in the city of Québec, at number 129 St-Paul street.

Québec, November 7, 1946.

17085 BOISVERT & CORRIVEAU,
Attorneys for the company.

"SOCIÉTÉ CANADIENNE DES ÉDITIONS
DU MILIEU DU MONDE LTÉE"

Avis est donné que la compagnie "Société Canadienne des Éditions du Milieu du Monde Ltée." constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 30 septembre 1946, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 360 de la rue Lemoyne à Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29 octobre 1946.

17095-o Le Secrétaire,
PAULINE CABANA.

"SOCIÉTÉ CANADIENNE DES ÉDITIONS
DU MILIEU DU MONDE LTÉE"

Notice is hereby given that "Société Canadienne des Éditions du Milieu du Monde Ltée" company incorporated by Letters Patent, on the 30th of September 1946, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 360 Lemoyne Street, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, October 29th., 1946.

17095-o PAULINE CABANA,
Secretary.

Canada, Province de Québec, district de Québec

AVIS

"ALAIN INC."

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Alain Inc." constituée en corporation par Lettres Patentes accordées le vingt-cinquième jour de mai 1946 et enregistrées le 11 juin 1946, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau à Québec, au No. 77 rue de l'Église.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec ce vingt-septième jour de mai 1946.

17096-o Le Secrétaire,
L. E. LANGIS GALIPEAULT.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NOTICE

"ALAIN INC."

Notice is hereby given that the company "Alain Inc.", incorporated by letters patent issued on the twenty-fifth day of May, 1946 and registered on June 11, 1946, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at Quebec, No. 77 de l'Église street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head business office.

Given at Quebec, this twenty-seventh day of May, 1946.

17096 L. E. LANGIS GALIPEAULT,
Secretary.

La compagnie Maple Leaf Textiles Limited donne, par les présentes, avis qu'elle a établi son siège social à 476 rue St-Henri, Montréal, Québec.

17113 Le Secrétaire-trésorier,
E.-M. RATNER.

The company Maple Leaf Textiles Limited does hereby give notice that it has established its head office at 476 St. Henry Street, Montreal, Quebec.

17113-o E.-M. RATNER,
Secretary-treasurer.

GIRARD & BOUCHARD, LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Girard & Bouchard, Limitée, corporation constituée par lettres-patentes de la Province de Québec en date du onze octobre mil neuf cent quarante-six, ayant le siège de ses affaires à Dolbeau, dans le district de Roberval, a établi son bureau ou domicile légal au N° 610, Boulevard Dolbeau, à Dolbeau.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Chicoutimi, le 16 décembre 1946.

Le Secrétaire,
RAY. BELLEAU.

17098-o

GIRARD & BOUCHARD, LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Girard & Bouchard, Limitée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, under date of the eleventh of October, nineteen hundred and forty-six, having its head office at Dolbeau, in the district of Roberval, has established its office or legal domicile at No. 610, Dolbeau Boulevard, at Dolbeau.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Chicoutimi, December 16, 1946.

RAY. BELLEAU,
Secretary.

17098

Soumissions

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BELLETERRE

Avis public est, par les présentes, donné:

1. Que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations-règlement N° 2" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi le 7 janvier 1947 pour l'achat d'une émission d'obligations datée le 1er mars 1945 au montant de \$8,700.00 portant intérêt au taux de 3% par année, payable semi-annuellement le 1er mars et le 1er septembre, le capital étant rachetable comme suit: \$4,200 le 1er mars 1958 et \$4,500 le 1er mars 1959. Ces obligations sont une partie d'une émission autorisée en vertu du règlement N° 2. Le but de l'emprunt est de défrayer le coût de l'aqueduc et des égouts de la municipalité de Belleterre.

2. Que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations-règlement N° 3" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi le 7 janvier 1947, pour l'achat d'une émission d'obligations datée le 1er mars 1945 au montant de \$1,300.00 portant intérêt au taux de 3% par année payable semi-annuellement le 1er mars et le 1er septembre, le capital étant rachetable le 1er mars 1958. Ces obligations sont une partie d'une émission autorisée en vertu du règlement N° 3. Le but de l'emprunt est de défrayer le coût d'une partie d'un système électrique municipal de la municipalité de Belleterre.

Les coupons d'intérêt dus le 1er mars 1947 et les coupons subséquents seront attachés aux dites obligations. Le capital et l'intérêt de ces obligations sont payables à Belleterre, Montréal ou Toronto.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt accru sur les obligations au temps de leur livraison. Ces soumissions seront ouvertes au cours d'une séance publique, mardi le 7 janvier 1947, à 8 heures p.m.

Le conseil se réserve le droit de racheter par anticipation, à toute date d'échéance d'intérêt, les obligations ci-dessus mentionnées, à leur valeur nominale, après avoir donné avis publics tels que requis par la Loi et s'être conformé aux conditions déterminées par la Loi, chapitre 212, S.R.Q., 1941.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des autres soumissions.

Belleterre, 12 décembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL SAUMIER.

17079

Tenders

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BELLETERRE

Public Notice is hereby given:

1. That tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds-By-law No. 2" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon on Tuesday, January 7th, 1947 for the purchase of an issue of Bonds dated March 1st 1945 for an amount of \$8,700.00 bearing interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and the 1st of September, the capital being redeemable as follows: \$4200.00 on March 1st 1958 and \$4,500.00 on March 1st 1959. These Bonds are part of an issue authorized in virtue of By-law No. 2. The object of the loan is to defray the cost of waterworks and sewers in the Municipality of Belleterre.

2. That tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds-By-law No. 3" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon on Tuesday, January 7th, 1947 for the purchase of an issue of Bonds dated March 1st 1945 for an amount of \$1,300.00 bearing interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the first of March and the first of September, the capital being redeemable on March 1st 1958. These Bonds are part of an issue authorized in virtue of By-law No. 3. The object of the loan is to defray the cost of part of a municipal electricity system in the Municipality of Belleterre.

To the said Bonds will be attached the coupons of interest due March 1st 1947 and subsequent coupons. The capital and interest of these Bonds are payable at Belleterre, Montreal or Toronto.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered does not include the interest accrued on the Bonds at the time of their delivery. These tenders will be opened during a public sitting Tuesday, January 7th, 1947 at 8 o'clock p.m.

The council reserves its right of redeeming by anticipation, at any interest maturity date, the bonds above mentioned, at their face value, after the public notices requested by the law and complying with the conditions determined by the law, Chapter 212, R.S.Q. 1941.

The Council reserves its right of accepting neither the highest nor any other tenders.

Belleterre, December 12th, 1946.

MARCEL SAUMIER,
Secretary-treasurer.

17079-o

LA CORPORATION DE LA CITÉ DE
THETFORD-MINES

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "soumissions pour obligations" pour l'achat de deux émissions d'obligations, en séries, au montant total de \$100,000.00, dont l'une de \$10,000.00 et l'autre de \$90,000.00 toutes deux datées du 1er décembre 1946, et remboursables comme suit: émission de \$10,000.00 à vingt (20) ans et \$90,000.00 à vingt-cinq (25) ans par fractions annuelles du capital (coupures de \$500.00 seulement) seront reçues par le soussigné, jusqu'au mardi, 7 janvier 1947, à quatre (4) heures p.m., intérêt semi-annuel, le 1er décembre et le 1er juin; fractions de capital, le 1er décembre chaque année; payables à Montréal, à Québec ou à Thetford-Mines. Les obligations pourront être enregistrées quant au capital seulement. Objets des emprunts: Confection de travaux d'aqueduc et d'égouts et achat d'un camion à incendie.

Les deux règlements comportent chacun une clause de rachat à n'importe laquelle des dates, d'échéance d'intérêts, avec avis de trente jours.

Taux de l'intérêt annuel: trois pour cent (3%).
Livraison à Thetford-Mines.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié, égal à un pour cent (1%) du montant des emprunts, ce dépôt ne portant pas intérêt.

Toutes les soumissions devront comprendre les intérêts accrus et celles contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées ne seront pas considérées.

La corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Thetford-Mines, ce 7 décembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

HENRI PAQUET.

17080-o

THE CORPORATION OF THE CITY OF
THETFORD-MINES

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds" for the purchase of two issues of bonds, serially, for the total amount of \$100,000, whereof one of \$10,000 and the other \$90,000 both dated from the 1st of December, 1946, and redeemable as follows: Issue of \$10,000 in twenty (20) years and \$90,000 in twenty-five (25) years by annual fractions of capital (denominations of \$500 only), will be received by the undersigned up to Tuesday the 7th of January, 1947, at four (4) o'clock in the afternoon, semi-annual interest the 1st of December and 1st of June; fractions of capital, the 1st of December of each year; payable in Montreal, Quebec or at Thetford-Mines. The bonds may be registered as to capital only. Object of the loans: Building of a water works and sewerage system and purchase of a fire truck.

The two by-laws contain respectively a redemption clause on any interest maturity date whatsoever, after thirty days' notice.

Rate of annual interest: three per cent (3%).
Delivery at Thetford-Mines.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to one per cent (1%) of the amount of the loans, this deposit bears no interest.

All tenders must include accrued interest and those containing conditions other than the ones hereinabove enumerated will not be considered.

The corporation does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Thetford-Mines, December 7, 1946.

HENRI PAQUET,

Secretary-treasurer.

17080

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du treize décembre 1946, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le seize janvier 1947, à dix heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the thirteenth of December, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter described in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the council hall, in the town hall of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, on the sixteenth day of January, 1947, at ten o'clock in the forenoon.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes municipales de l'année 1946 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all municipal taxes for the year 1946 and previous years shall have been paid before the sale.

1.— Jacob Dallaire.— Un terrain faisant partie du lot numéro 133, borné en front, à l'est, à la ruelle ou lot numéro 134; en arrière, à l'ouest, au terrain appartenant à Léandre Dallaire ou représentants; d'un côté, au nord, au terrain de Dame Pitre Gilbert ou représentants; de l'autre côté, au sud, au terrain de Léandre Dallaire ou représentants.

1.— Jacob Dallaire.— A lot of land forming part of lot number 133, bounded in front, to the east, by the lane or lot number 134; in rear, to the west, by the land belonging to Léandre Dallaire or representatives; on one side, to the north, by the land of Dame Pitre Gilbert or representatives; on the other side to the south, by the land of Léandre Dallaire or representatives.

2.— Roland Grenon.— a) Un terrain faisant partie des lots numéros 64-10 et 64-a, mesurant 60 pieds de

2.— Roland Grenon: a) A lot of land forming part of lots numbers 64-10 and 64-a, measuring 60 feet

front, du sud-ouest au nord-est, sur 120 pieds de profondeur, du nord-ouest au sud-ouest, borné au nord-ouest, ou en front, au chemin public; en arrière, au sud-est, et aussi du côté nord-est, au terrain appartenant aux représentants de Willie Simard, et du côté sud-ouest partie au terrain décrit au paragraphe b) et partie au terrain de Félix Roy ou représentants.

b) Un terrain faisant partie du lot numéro 64-3, mesurant 60 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, borné au nord-ouest par le terrain de Félix Roy ou représentants, au sud-ouest par le terrain des représentants de Georges Grenon, au nord-est par le terrain décrit au paragraphe a), et au sud-est par le terrain appartenant aux représentants de Willie Simard.

Ces lots ou parties de lots ci-dessus sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi des cadastres officiels du village de Grande-Baie, paroisse de St-Alexis, pour le numéro d'ordre 1, et de la paroisse de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, pour le numéro d'ordre 2.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le 14 décembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

17103-51-20

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du TREIZE DÉCEMBRE 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du canton Taché (Saint-Nazaire) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de Saint-Nazaire, le DIX-SEPT JANVIER 1947, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées, moins celles de l'année 1947, auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Philippe Laforest.— La demie sud du lot 5, sous billet de location, le lot 6 et la demie nord du lot 7, rang ouest.

2.— J.-P. Martel.— Les lots 5 et 6, rang 4, sous billet de location.

3.— Daniel Girard.— Le lot 25, rang 4.

4.— Lionel Collard.— La demie est du lot 34, rang 4.

5.— Rémi Larouche.— La demie ouest du lot 34 et le lot 35, rang 4.

6.— Louis Bolduc.— Un terrain faisant partie du lot 28, rang 5, borné au sud au lot 27, au nord-est, au résidu du lot 28, et à l'ouest au chemin public.

7.— Arthur Bouchard.— Le lot 12, rang 7, sous billet de location.

8.— Léonard Larouche.— Les lots 9 et 10, rang 8, sous billet de location.

9.— Almas Lavoie.— Le lot 25, rang 8, sous billet de location.

10.— Noël Brisson.— Le lot D, rang 7, à titre très précaire.

in front, from southwest to northeast, by 120 feet in depth, from northwest to southwest, bounded on the northwest, or in front, by the public road; in rear, to the southeast, and also on the northeast side by the land belonging to the representatives of Willie Simard, and on the southwest side partly by the land described in paragraph b) and partly by the land of Félix Roy or representatives.

b) A lot of land forming part of lot number 64-3, measuring 60 feet in front by 60 feet in depth, bounded on the northwest by the land of Félix Roy or representatives, on the southwest by the land of the representatives of Georges Grenon, on the northeast by the land described in paragraph a), and on the southeast by the land belonging to the representatives of Willie Simard.

The said lots or parts of lots above described are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Village of Grande-Baie, parish of St-Alexis, as regards No. 1, and the parish of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, as regards No. 2.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Alexis-de-la-Grande-Baie, December 14, 1946.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-treasurer.

17103-51-2

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the township Taché (Saint-Nazaire), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the public hall of Saint-Nazaire, on the SEVENTEENTH of JANUARY, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes, less those for the year 1947, shall have been paid before the sale.

1.— Philippe Laforest.— The south half of lot 5, under location ticket, lot 6 and the north half of lot 7, West Range.

2.— J.-P. Martel.— Lots 5 and 6, Range 4, under location ticket.

3.— Daniel Girard.— Lot 25, Range 4.

4.— Lionel Collard.— The East half of lot 34, Range 4.

5.— Rémi Larouche.— The west half of lot 34 and lot 35, Range 4.

6.— Louis Bolduc.— A lot of land forming part of lot 28, Range 5, bounded on the south by lot 27, on the northeast, by the residue of lot 28, and on the west by the public road.

7.— Arthur Bouchard.— Lot 12 Range 7, under location ticket.

8.— Léonard Larouche.— Lots 9 and 10, Range 8, under location ticket.

9.— Almas Lavoie.— Lot 25, Range 8, under location ticket.

10.— Noël Brisson.— Lot D, Range 7, of precarious title.

Tous les lots ou parties de lots mentionnées ci-dessus forment partie du cadastre officiel du canton Taché. Ils seront vendus avec bâtiments dessus construites, s'il y en a, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 14ème jour de décembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. TREMBLAY.

17105-51-2-0

All the lots or parts of lots above mentioned form part of the official cadastre for the township Taché. They will be sold with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

Payments not yet due for consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this 14th day of December, 1946.

J.-A. TREMBLAY,
Secretary-treasurer.

17105-51-2

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DE GRANDE-BAIE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 13 décembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Grande-Baie, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil de Grande-Baie, dans le village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le SEIZE JANVIER 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble sera exclu de la vente, si les taxes municipales de l'année 1946 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

Joseph-Edmond Michaud — Le lot numéro 358 du cadastre officiel de la paroisse St-Alexis-de-la-Grande-Baie, canton Bagot, avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit lot.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le 14 décembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

17099-51-2-0

Comté de Lac-St-Jean-Est

CORPORATION DE SAINT-JOSEPH D'ALMA
(PAROISSE)

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du treize décembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Saint-Joseph-d'Alma, (paroisse), avec intérêt et frais et qu'en conséquence ledit immeuble sera vendu par encan public à l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma, salle du conseil de la ville de St-Joseph-d'Alma,

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF GRANDE-BAIE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated December 13, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder described, in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of Grande-Baie, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction in the Council Hall of Grande-Baie, in the village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, on the SIXTEENTH of JANUARY, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will be excluded from the sale, if the municipal taxes of the year 1946 and the previous years be paid before the time of the sale.

Joseph-Edmond Michaud — Lot number 358 on the official cadastre for the parish of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, township of Bagot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said lot.

The adjudication price of said immovable shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Alexis-de-la-Grande-Baie, December 14, 1946.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-Treasurer.

17099-51-2

County of Lake St. John East

CORPORATION OF SAINT-JOSEPH D'ALMA
(PARISH)

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated December thirteenth, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder described, in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of Saint-Joseph-d'Alma Parish with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction at the town-hall of Saint-Joseph-d'Alma, Council Hall of the town of St-Joseph-d'Alma, on the FIFTEENTH of

le QUINZE JANVIER 1947, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, l'immeuble mentionné ci-dessous sera exclu de la vente si les taxes municipales de l'année 1946 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

Isidore Fortin — Un terrain faisant partie du lot numéro 35, rang 4, au cadastre officiel du canton Labarre, mesurant 50 pieds de largeur ou du sud au nord, sur 200 pieds de profondeur ou de l'ouest à l'est, borné: — à l'ouest, à la route régionale; au nord et à l'est, au reste du lot dont il fait partie; au sud, au terrain de Geo.-Henri Tremblay ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sujet à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Joseph-d'Alma, le 14 décembre 1946.

17101-51-20

Le Secrétaire-trésorier,
G. H. FORTIN.

JANUARY 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the immovable hereinunder mentioned will be excluded from the sale if the municipal taxes of the year 1946 and the previous years be paid before the time of the sale.

Isidore Fortin — A lot of land forming part of lot number 35, range 4, on the official cadastre for the township Labarre, measuring 50 feet in width or from South to North, by 200 feet in depth or from West to East, bounded: — on the West by the regional highway; on the North and East by the residue of the lot of which it forms part; on the South by the land of Geo.-Henri Tremblay or representatives — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and subject to all active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The adjudication price of said immovable shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Joseph d'Alma, December 14, 1946.

17101-51-2

G. H. FORTIN,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province de Québec, { CORDÉLIA DESRO-
District de Bedford, { CHES, fille majeure,
Cour Supérieure, { ci-devant des cité et district de St-Hyacinthe et
N° 2028 { actuellement des cité et
district de Montréal, demanderesse; vs LÉVI MARTIN, de St-Romuald-de-Farnham, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de la contenance de lots deux-cent-quatre-vingt et deux-cent-quatre-vingt-un (280 et 281) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald-de-Farnham ouest dans le comté de Missisquoi.

Lot N° 280, borné en front vers le nord par le N° 279, en profondeur vers le sud par le N° 238, d'un côté à l'est par le N° 272, et de l'autre côté à l'ouest par le N° 281, contenant sept chaînes, cinquante mailles de largeur, sur vingt-huit chaînes de profondeur, formant vingt et un acres en superficie (21-0-0).

Lot N° 281, borné en front vers le nord par la rivière Yamaska, en profondeur vers le sud par le N° 235, d'un côté à l'est par les Nos 279 et 280, et de l'autre côté à l'ouest par le N° 282, contenant neuf chaînes de largeur, sur cinquante-deux chaînes de profondeur dans une ligne, quarante-sept chaînes dans l'autre, formant quarante-quatre acres, deux rods, huit perches en superficie (44-2-8), avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Romuald-de-Farnham, à Farnham, dit district, JEUDI,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province of Québec, { CORDÉLIA DESRO-
District of Bedford, { CHES, spinster, he-
Superior Court, { refore of the city and
No. 2028 { district of St-Hyacinthe
and actually of the city
and district of Montreal, plaintiff; vs LEVI MARTIN, of St-Romuald-de-Farnham, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm containing lots two hundred and eighty and two hundred and eighty-one (280 and 281) of the official plan and book of reference for the parish of St-Romuald-de-Farnham-West in the county of Missisquoi.

Lot No. 280, bounded in front, on the North by No. 279, in depth, on the South, by No. 238, on one side, on the East by No. 272 and on the other side, on the West, by No. 281, measuring seven chains, fifty links in width by twenty-eight chains in depth, containing an area of twenty-one acres (21-0-0).

Lot No. 281, bounded in front, on the North by the Yamaska River, in depth, on the South, by No. 235, on one side, on the East, by Nos. 279 and 280, and on the other side, on the West, by No. 282, measuring nine chains in width by fifty-two chains in depth, in one line, forty-seven chains in the other, containing forty-four acres, two rods, eight perches in area (44-2-8), with all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the Catholic church door of the parish of St-Romuald-de-Farnham at Farnham, said district, on THURSDAY, the

le DEUX janvier 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, Qué.,
26 novembre, 1946.
Première insertion, 30 novembre 1946]

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

16815-48-2-o

SECOND of JANUARY, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que.,
November 26, 1946.
First insertion, November 30, 1946]

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

16815-48-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis

Cour Supérieure — Province de Québec
District de Montmagny

A savoir: { MICHEL ST-PIERRE, c ommer-
N° 5618. } cant, St-Pamphile, comté de
L'Islet, Québec, Demandeur vs JOSEPH AR-
SENAULT, de Ste-Perpétue, comté de L'Islet,
Québec, Défendeur.

Savoir: Un édifice en bois en forme de tour
(rotonde), avec circonstances et dépendances,
situé sur le lot numéro 22 du rang A Lafontaine,
comté de L'Islet, Québec, lot appartenant à
Joseph Leblanc et borné au sud par Roger Mil-
lard, à l'ouest par le route Elgin, au nord par
Joseph Leblanc, et à l'est par Alphonse Lemelin.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-
Perpétue, le 27 DÉCEMBRE 1946 à DEUX heu-
res de l'après-midi.

Montmagny, 20 novembre 1946.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. M. ALBERT FOURNIER.
Montmagny, 20 novembre 1946. 16814-48-2-o
[Première insertion le 30 novembre 1946]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis

Superior Court — Province of Quebec
District of Montmagny

To wit: { MICHEL ST-PIERRE, trader,
No. 5618. } St-Pamphile, county of L'Islet,
Quebec, plaintiff; vs JOSEPH ARSENAULT, of
Ste-Perpétue, county of L'Islet, Quebec, defend-
ant.

To wit: A tower-shaped wooden building (ro-
tunda) — with circumstances and dependencies,
situate on lot number 22 of Range A Lafontaine,
county of L'Islet, Quebec, lot belonging to Joseph
Leblanc and bounded on the South by Roger
Millard, on the West by the Elgin Road, on the
North by Joseph Leblanc, and on the East by
Alphonse Lemelin.

To be sold at the church door of Ste-Perpétue,
on DECEMBER 27, 1946, at TWO o'clock in
the afternoon.

J. M. ALBERT FOURNIER,

Sheriff's Office,
Montmagny, Que., Nov. 20, 1946. 16814-48-2
[First insertion, November 30, 1946]

Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal

Montréal, à savoir { JOSEPH AMÉDÉE SÈ-
N° 247072 } GUIN, fils, demandeur vs
JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN, père, défendeur.

1° Un certain morceau de terrain situé dans la
paroisse de Rigaud, à prendre et à distraire du lot
connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi
officiels de la Paroisse de Rigaud, sous le numéro
vingt-trois (Ptie N° 23) contenant soixante et
dix pieds de front sur deux cent vingt-cinq
pieds de longueur à partir du chemin du Roi qui
le borne en front mesure anglaise et précise,
tenant du côté est au lot numéro vingt-quatre,
en arrière et du côté sud-ouest au résidu du lot
numéro vingt-trois:

2° Un lopin de terre situé en face de celui ci-
haut décrit, faisant partie du lot numéro vingt
trois (Ptie N° 23) aux plan et livre de renvoi offi-
ciels de la Paroisse de Rigaud, contenant soixan-
te et dix pieds de front, mesure anglaise et pré-
cise, par la profondeur qu'il peut y avoir à partir
du chemin du Roi qui le borne en front à aller à
la rivière Rigaud qui le borne en arrière, tenant
du côté est au lot numéro vingt-quatre, et du
côté sud-ouest au résidu du lot numéro vingt-
trois.

3° Une lisière de terrain située sur le côté sud
du chemin public du bas de la rivière, dans la
Paroisse de Rigaud, connue et désignée comme
faisant partie du lot numéro vingt-trois (Ptie
N° 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Rigaud, mesurant quarante pieds de
largeur à partir de la ligne côté sud de l'empla-
cement ci-haut en premier lieu décrit sur une pro-
fondeur de deux cent soixante et cinq pieds, de là
tournant à l'est sur une largeur de cent deux
pieds et finissant en pointe à l'équerre avec la

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { JOSEPH AMÉDÉE SÈ-
No. 247072 } GUIN, Jr., plaintiff; vs
JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN, Sr., defendant.

1. A certain parcel of land situate in the Pa-
rish of Rigaud, to be taken and deducted from
the lot known and designated on the official plan
and in the book of reference for the Parish of
Rigaud, under number twenty-three (Pt. N°
23) measuring seventy-two feet in front by two
hundred and twenty-five feet in length from
the King's Highway which bounds it in front,
English measure and precise, bounded on the
east side by lot number twenty-four, in rear and
on the southwest side by the residue of lot num-
ber twenty-three.

2. A parcel of land situate in front of the one
above described, forming part of lot number
twenty-three (Pt. No. 23) on the official plan and
in the book of reference for the Parish of Rigaud,
measuring seventy-two feet in front, English
measure and precise, by whatever depth there
may be from the King's Highway which bounds
it in front to the Rigaud river which bounds it in
rear, bounded on the east side by lot number
twenty-four, and on the southwest side by the
residue of lot number twenty-three.

3. A strip of land situate on the south side of
the lower public road of the river (chemin public
du bas de la rivière) in the Parish of Rigaud,
known and designated as forming part of lot
number twenty-three (Pt. No. 23) on the official
plan and in the book of reference for the Parish
of Rigaud, measuring forty feet in width from
the south side line of the emplacement above
firstly described, by a depth of two hundred and
sixty-five feet, thence bearing east on a width
of one hundred and twelve feet and ending in a

ligne de l'est de l'emplacement ci-haut en premier lieu décrit, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en avant par le chemin public, au sud ouest et en arrière par le résidu du lot numéro vingt-trois:

4° Une autre lisière de terrain située exactement en face de celui ci-dessus en troisième lieu décrit, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt trois (Ptie N° 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rigaud mesurant quarante pieds de largeur à partir de la ligne côté sud de l'emplacement ci-dessus en second lieu décrit, mesure anglaise et plus ou moins, par la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la rivière Rigaud, borné en front par le chemin public en arrière par la rivière, au sud-ouest par le résidu du lot vingt-trois et au nord-est par l'emplacement ci-dessus en second lieu décrit avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROIS JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$130. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Archambault, daté le 18 novembre 1946.

Bureau du Shérif
Montréal, 27 novembre 1946
[Première insertion, 30 novembre 1946]

Le Shérif.
L.-P. CAISSE.
16839-49-2-o

point at the angle with the east line of the emplacement above firstly described, English measure and more or less, bounded in front by the public road, on the southwest and in rear by the residue of lot number twenty-three.

4. Another strip of land situated directly in front of the one hereinabove thirdly described, known and designated as forming part of lot number twenty-three (Pt. No. 23) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rigaud, measuring forty feet in width from the south side line of the emplacement above secondly described, English measure and more or less, by whatever depth there may be between the public road and the Rigaud river, bounded in front by the public road, in rear by the river, on the southwest by the residue of lot twenty-three and on the northeast by the emplacement above secondly described—with a house and other buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold "en bloc", at my office, in the City of Montreal, on the Third of January next, at ten o'clock in the forenoon.

A deposit of \$130 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Archambault, dated November 18, 1946.

Sheriff's Office,
16839-49-2
Montreal, November 27, 1946.
[First insertion, November 30, 1946]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal
Montréal à savoir: } CHARLES FRANÇOIS
N° 247711 } MARTEL, demandeur vs JEAN SERGE PARTHENAIS, défendeur.

"Un lot de terre situé à l'encoignure de la rue Holt et de la 7ième Avenue à Rosemont, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro deux mille deux cent huit du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2208) des plan et livre de renvoi officiels du Village de la côte de la Visitation, avec les bâtisses dessus construites comprenant les logements portant les numéros civiques 2937-2939 et 2941 de la rue Holt en la cité de Montréal.

Tel que le tout se trouve actuellement et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROIS JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Archambault, daté le 21 novembre 1946.

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 novembre 1946.
[Première insertion, 30 novembre 1946]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
16838-49-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal
Montréal, to wit: } CHARLES FRANÇOIS
No. 247711 } MARTEL, plaintiff; vs
JEAN SERGE PARTHENAIS, defendant.

A lot of land situate at the corner of Holt Street and 7th Avenue at Rosemont, known and designated as being subdivision lot number two thousand two hundred and eight of original lot number one hundred and seventy-two (172-2208) on the official plan and in the book of reference for the village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected comprising the dwellings bearing civic numbers 2937-2939 and 2941 of Holt Street in the city of Montreal.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRD of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800 will be enacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Archambault, dated November 21, 1946.

Sheriff's Office,
Montreal, November 27, 1946.
(First insertion, November 30, 1946)

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.— District de Montréal
Montréal, à savoir: } LA VILLE DE POINTE
N° 473 } CLAIRE, demandeur vs GORDON B. EWING, défendeur-oppo-
Ex-Parte } resse; vs GORDON B. EWING, défendeur-oppo-
MARIER, C.R., de la ville de Pointe Claire, district de Montréal, et JACQUES DÉCARY, avocat, des cité et district de Montréal, pratiquant ensemble leur profession sous la raison

Superior Court.— District of Montreal
Montreal, to wit: } THE TOWN OF POINTE
No. 473 } CLAIRE, plain-
Ex-Parte } tiff; vs GORDON B. EWING, defendant-oppo-
MARIER, K.C., of the Town of Pointe Claire, district of Montreal, and JACQUES DÉCARY, advocate, of the city and district of Montreal, practising their profession together

sociale de "Marier & Décary", à Montréal, dit district, saisissant-distraitants.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le dix-sept août 1944, à mon bureau en la cité de Montréal, aura lieu, au même endroit, le SEIZE JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$203.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Mackinnon, daté le 3 juillet 1944.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 décembre 1946.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
17117-0

under the firm name of "Marier & Décary" at Montreal, said district, seizing-distraitig for costs.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon on the seventeenth of August, 1944, at my office in the city of Montreal, shall be held at the same place on the SIXTEENTH of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$203 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Mackinnon, dated July 3rd, 1944.

Sheriff's Office,
Montreal, December 18, 1946.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
17117

Index de la Gazette officielle de Quebec, N° 51

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

5010 — Employés de la Canadian Car
& Foundry Company Limited, usines
Turcot et Dominion. 3389

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3367

AVIS DIVERS:

Amqui, commission scolaire de (Tirage
d'obligations) 3390
Association des Employés de Eastern
de Drummondville (Formation) 3390
Authier, commission scolaire de (Ti-
rage d'obligations) 3391
Belle-Isle Lumber Corp. (Directeurs) .. 3390
Eastern Townships Agricultural Asso-
ciation (Rachat d'obligations) 3394
Elcon Credit Union (Fondation) 3391
La Caisse Populaire de Pointe Gatineau
(Fondation) 3392
La Sanitaire (Fondation) 3391
Le Syndicat de l'U.C.C. d'Arthabaska
(Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de Champlain
(Formation) 3393
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gene-
viève-de-Batiscan (Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Mélanie
(Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Théodore
(Formation) 3394
Le Syndicat des Gardes-Malades de
Montréal (Formation) 3393
Rialto Investment & Realities Limited
(Directeurs) 3393
Stewart Machine Works Limited (Di-
recteurs) 3391
The Shawinigan Water & Power Com-
pany (Extension) 3389
United States Steel Export Company
(Nomination d'agent) 3393

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés. 3394

CHARTES — ABANDON DE:

Atlas Roll Leaf Corporation (Canada). 3395
East End Extension Company Limited 3395
Mayor Building, Limited 3394

ORDER IN COUNCIL:

5010 — Employees of the Canadian Car
& Foundry Company Limited, Tur-
cot and Dominion works. 3389

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3367

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amqui, school commission of (Drawing
of bonds) 3390
Association des Employés de Eastern
de Drummondville (Formation) 3390
Authier, school commission of (Drawing
of bonds) 3391
Belle-Isle Lumber Corp. (Directors) .. 3390
Eastern Townships Agricultural Asso-
ciation (Redemption of bonds) 3394
Elcon Credit Union (Foundation) 3391
La Caisse Populaire de Pointe Gatineau
(Foundation) 3392
La Sanitaire (Foundation) 3391
Le Syndicat de l'U.C.C. d'Arthabaska
(Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de Champlain
(Formation) 3393
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gene-
viève-de-Batiscan (Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Mélanie
(Formation) 3392
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Théodore
(Formation) 3394
Le Syndicat des Gardes-Malades de
Montréal (Formation) 3393
Rialto Investment & Realities Limited
(Directors) 3393
Stewart Machine Works Limited (Di-
rectors) 3391
The Shawinigan Water & Power Com-
pany (Extension) 3389
United States Steel Export Company
(Appointment of agent) 3393

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private Bills 3394

CHARTERS — SURRENDER OF:

Atlas Roll Leaf Corporation (Canada). 3395
East End Extension Company Limited 3395
Mayor Building, Limited 3394

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 4, 1942 — Ordonnance d'amendement..... 3395

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Brousseau, Mercier..... 3397
 Children's Memorial Hospital..... 3397
 Dickson, Joséphine..... 3396
 Farnham, ville..... 3378
 Hull, cité..... 3397
 La Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur..... 3396
 Ménard, Uldéric *et vir.*..... 3398
 Mulligan, William *et al.*..... 3398
 Pont-Viau, municipalité de..... 3399
 St-Bruno, village de *et al.*..... 3400
 St-Laurent, ville de..... 3399
 Syndics de la paroisse de St-Patrice de Rawdon..... 3399
 Verdun, cité de..... 3400

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Gracefield..... 3401

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Dubuisson, munic. scolaire de..... 3401

TERRES ET FORÊTS:

Charlesbourg, paroisse de..... 3401
 Ditchfield, canton de..... 3402
 Garthby, canton de..... 3401

TRAVAIL:

Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, L'Assomption et Montcalm (Prélèvement)..... 3403
 Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Avis)..... 3406
 Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district (Prélèvement)..... 3402
 Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district (Prélèvement)..... 3405
 Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la Province (Avis)..... 3407

LETTRES PATENTES:

Aboud Sales Co..... 3368
 A. Rozon Limitée..... 3369
 Belmont Enterprises Limited — Les Entreprises Belmont Limitée..... 3377
 Business Educations Inc..... 3369
 Cantin Sales Agencies Ltd..... 3370
 Chester Homes & Playgrounds Limited..... 3370
 Commando Trading (Canada) Limited..... 3371
 Consolidated Sanitary Supplies Company Limited..... 3371
 Gem Sportswear Ltd..... 3371
 Grand'Mère Cinemas, Inc..... 3372
 Hutchison Shoe Co. Ltd. — La Cie de Chaussure Hutchison Ltée..... 3375
 Immeubles Beaubien, Limitée — Beaubien Realities, Limited..... 3373
 International Export and Import Company Limited..... 3373

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 4, 1942 — Ordinance of amendment..... 3395

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Brousseau, Mercier..... 3397
 Children's Memorial Hospital..... 3397
 Dickson, Joséphine..... 3396
 Farnham, town..... 3378
 Hull, city..... 3397
 The Congregation of the Priests of the Sacred Heart..... 3396
 Ménard, Uldéric *et vir.*..... 3398
 Mulligan, William *et al.*..... 3398
 Pont-Viau, municipality of..... 3399
 St-Bruno, village of *et al.*..... 3400
 St-Laurent, town of..... 3399
 Trustees of the parish of St-Patrice de Rawdon..... 3399
 Verdun, city of..... 3400

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Gracefield..... 3401

EDUCATION:

Dubuisson, school munic. of..... 3401

LANDS AND FORESTS:

Charlesbourg, parish of..... 3401
 Ditchfield, township of..... 3402
 Garthby, township of..... 3401

LABOUR:

Joint Committee of barbers and hairdressers of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm (Levy)..... 3403
 Joint Committee of the building industry of Sorel (Notice)..... 3406
 Parity Committee of the bakers and bread distributors of Trois-Rivières and District (Levy)..... 3402
 Joint Committee of plumbers of the district of Trois-Rivières (Levy)..... 3405
 Manufacturing of paper boxes in the Province (Notice)..... 3407

LETTERS PATENT:

Aboud Sales Co..... 3368
 A. Rozon Limitée..... 3369
 Belmont Enterprises Limited — Les Entreprises Belmont Limitée..... 3377
 Business Educations Inc..... 3369
 Cantin Sales Agencies Ltd..... 3370
 Chester Homes & Playgrounds Limited..... 3370
 Commando Trading (Canada) Limited..... 3371
 Consolidated Sanitary Supplies Company Limited..... 3371
 Gem Sportswear Ltd..... 3371
 Grand'Mère Cinemas, Inc..... 3372
 Hutchison Shoe Co. Ltd. — La Cie de Chaussure Hutchison Ltée..... 3375
 Immeubles Beaubien, Limitée — Beaubien Realities, Limited..... 3373
 International Export and Import Company Limited..... 3373

International Merchandisers Ltd.	3374
Joliette Drive Yourself Limited.	3374
La Machinerie Idéal Cie, Ltée.	3375
La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert.	3376
Les Ateliers Modernes Ltée — Modern Fabrics Limited.	3376
Les Entreprises Montréal-Nord Limitée.	3377
Les Immeubles Talbot Incorporée.	3378
Lloyd Ressler & Co. Ltd.	3378
Macon Investments Limited.	3379
Marks Realities Limited.	3379
Melrose Biscuit Shops Limited.	3380
Morton Realities Inc.	3380
Mount Royal Merchandising Co. Ltd.	3381
National Auto Inc.	3382
Rawdon Pine Lodge Limited.	3382
Renaud and Sons Ltd.	3383
Seneca Holdings Ltd.	3383
Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd.	3383
Swen Co. Ltd.	3384
Timber Trader Corporation Limited.	3384
Waldman's Fish Company.	3385
W. A. Strover Limited.	3385
Western Taxi Association Limited.	3386

International Merchandisers Ltd.	3374
Joliette Drive Yourself Limited.	3374
La Machinerie Idéal Cie, Ltée.	3375
La Société St-Jean-Baptiste de St-Robert.	3376
Les Ateliers Modernes Ltée — Modern Fabrics Limited.	3376
Les Entreprises Montréal-Nord Limitée.	3377
Les Immeubles Talbot Incorporée.	3378
Lloyd Ressler & Co. Ltd.	3378
Macon Investments Limited.	3379
Marks Realities Limited.	3379
Melrose Biscuit Shops Limited.	3380
Morton Realities Inc.	3380
Mount Royal Merchandising Co. Ltd.	3381
National Auto Inc.	3382
Rawdon Pine Lodge Limited.	3382
Renaud and Sons Ltd.	3383
Seneca Holdings Ltd.	3383
Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd.	3383
Swen Co. Ltd.	3384
Timber Trader Corporation Limited.	3384
Waldman's Fish Company.	3385
W. A. Strover Limited.	3385
Western Taxi Association Limited.	3386

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Allan Borin Inc.	3386
Allard & Robitaille Ltée.	3387
Automotive Accessories Inc.	3387
Belle-Isle Lumber Corp.	3387
Carla Jane Inc.	3388
Dominion Dress Limited.	3388
Joliette Textile Corporation.	3388
Queen's Jubilee Laundry Limited — Buanderie du Jubilé de la Reine Limitée.	3387
The Mountain Building Inc.	3388
Young Mimics Inc.	3389

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Allan Borin Inc.	3386
Allard & Robitaille Ltée.	3387
Automotive Accessories Inc.	3387
Belle-Isle Lumber Corp.	3387
Carla Jane Inc.	3388
Dominion Dress Limited.	3388
Joliette Textile Corporation.	3388
Queen's Jubilee Laundry Limited — Buanderie du Jubilé de la Reine Limitée.	3387
The Mountain Building Inc.	3388
Young Mimics Inc.	3389

LIQUIDATION, AVIS DE:

Mayor Building, Limited.	3407
-------------------------------	------

WINDING UP NOTICE:

Mayor Building, Limited.	3407
-------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre révisé d'une partie du quartier N° 1, cité de Hull.	3409
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de St-André-Avellin au village St-André-Avellin.	3408
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	3407

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of revised cadastre of a part of ward No. 1, city of Hull.	3409
Concerning the annexation of a certain territory of the parish of St-André-Avellin to the village of St-André-Avellin.	3408
Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	3407

SIÈGES SOCIAUX:

Alain Inc.	3411
A. Rozon Limitée.	3411
Distillerie Montmorency Distillery, Inc.	3410
Girard & Bouchard, Limitée.	3412
Les Tabacs Lamarche Limitée.	3411
Maple Leaf Textiles Limited.	3411
Société Canadienne des Éditions du Milieu du Monde Ltée.	3411

HEAD OFFICES:

Alain Inc.	3411
A. Rozon Limitée.	3411
Distillerie Montmorency Distillery, Inc.	3410
Girard & Bouchard, Limitée.	3412
Les Tabacs Lamarche Limitée.	3411
Maple Leaf Textiles Limited.	3411
Société Canadienne des Éditions du Milieu du Monde Ltée.	3411

SOUSSIONS:

Belleterre, ville de.	3412
Thetford-Mines, cité de.	3413

TENDERS:

Belleterre, town of.	3412
Thetford-Mines, city of.	3413

VENTES POUR TAXES:

Grande-Baie, munic. de.	3415
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village de.	3413

SALES FOR TAXES:

Grande-Baie, munic. of.	3415
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village of.	3413

St-Joseph-d'Alma, paroisse de	3415	St-Joseph-d'Alma, parish of.....	3415
Taché, canton de	3414	Taché, township of.	3414

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Desroches vs Martin.....	3416
--------------------------	------

MONTMAGNY:

St-Pierre vs Arsenault.	3417
------------------------------	------

MONTREAL:

Martel vs Parthenais.	3418
Séguin vs Séguin.	3417
Ville de Pointe-Claire vs Ewing.	3418

17126-o

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Desroches vs Martin	3416
---------------------------	------

MONTMAGNY:

St-Pierre vs Arsenault.	3417
------------------------------	------

MONTREAL:

Martel vs Parthenais.	3418
Séguin vs Séguin.	3417
Town of Pointe-Claire vs Ewing.....	3418

17126-o